

Les industries à haut potentiel pour l'implantation d'une économie sociale promue par la relève

ASSISES CONTEXTUELLES ET REPÉRAGE STATISTIQUE EXPLORATOIRE

Septembre 2016

Produit par

Gabriel Fournier-Filion

Martin St-Denis

Révision

Ryme Merzouki

Pour le compte de Force Jeunesse et du comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale

Table des matières

Glossaire	2
Mandat	3
Section 1 : Assises conceptuelles et revue documentaire	4
1.1 Définitions et enjeux conceptuels	4
1.1.1 Cadre conceptuel	4
1.1.2 Enjeux conceptuels	5
1.2 Les opportunités pour les jeunes en économie sociale	7
1.2.1 L'engagement civique en alternative au militantisme	8
1.3 Les enjeux des jeunes entrepreneurs au Québec	12
1.3.1 Faits saillants des jeunes entrepreneurs selon l'Indice d'entrepreneuriat du Québec 2015	12
1.3.2 Enjeux et opportunités spécifiques aux entreprises d'économie sociale	14
1.3.3 Portrait psychologique type de l'entrepreneur	16
Section 2 : Repérage statistique	18
2.1 Méthodologie	18
2.2 Indicateurs statistiques	19
2.2.1 L'indice d'atomicité de l'industrie	19
2.2.2 L'indice d'intensité du travail	19
2.2.3 L'indice de rentabilité financière	19
2.2.4 L'indice de capacité de financement par prêt	20
2.3 Principaux résultats	21
2.3.1 Les services de construction	21
2.3.2 Les services immobiliers et de location	22
2.3.3 Les services aux entreprises	23
Principaux constats	24
Bibliographie	26
Annexe 1 : Définition de l'économie sociale au Québec	29
Annexe 2 : Résultats d'analyse statistique	30
Annexe 3 : Fiches sectorielles	66
Services de construction	66
Services immobiliers	69
Services aux entreprises	70

Glossaire

Capital-actions : Ensemble des titres qui représentent la propriété d'une entreprise. Sous certaines conditions, ces titres peuvent être commercialisés.

Caution personnelle : Une garantie de paiements consentie par une personne physique à un créancier d'une obligation financière contractée par un tiers.

Chiffres d'affaires : Total des ventes de biens ou de services d'une entreprise sur un exercice comptable.

Crédit d'impôt remboursable : Montant accordé, par le biais de la déclaration fiscale, à un contribuable. Ce montant est déboursé même si le contribuable n'a pas d'impôt à payer au cours de l'année fiscale.

Entreprise collective : Entreprise dont les titres de propriété ne sont pas commercialisables. Au Québec, elle regroupe les coopératives, les mutuelles et les organismes à but non lucratif.

Modèle d'affaires : Désigne la manière dont une entreprise réalise sa mission.

Montage financier : Liste l'ensemble des ressources nécessaires à la réalisation d'un projet et l'origine de chacune de ses ressources, notamment le financement de chaque bailleur de fonds.

Mouvement de l'économie sociale : Désigne l'ensemble des entreprises de l'économie sociale ainsi que les organisations qui les soutiennent tels les outils financiers spécialisés, certaines agences publiques et certaines fondations.

Obligations : Titre de créance qui donne droit à un versement à une certaine fréquence et un remboursement final à l'échéance d'un terme prédéterminé.

Parts privilégiées de coopérative : Titre de créance émis par des coopératives qui donnent droit à un certain rendement et qui peuvent être remboursés au bout d'une durée déterminée. Le remboursement de ces parts peut être conditionnel à la capacité financière de la coopérative.

Ristournes : Part des bénéfices qu'une coopérative verse annuellement à ses membres.

Secteurs économiques cycliques : Industrie dont les revenus varient en fonction et dans le même sens que la conjoncture économique.

Système de classification des industries de l'Amérique du Nord (SCIAN) : Système établi en 1997 qui assigne un code numérique de 6 chiffres à chacune des activités économiques de l'Amérique du Nord. La base de regroupement du SCIAN est le rapprochement basé sur les processus de production.

Mandat

Ce rapport de recherche est une commande conjointe entre Force Jeunesse et le comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale. Force Jeunesse est une association qui œuvre à la défense et à l'amélioration des conditions des jeunes travailleurs au niveau de leur employabilité et de l'équité intergénérationnelle. Le comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale, quant à lui, fait des propositions au conseil d'administration du Chantier de l'économie sociale sur les enjeux des jeunes et fait la promotion de l'économie sociale auprès de la relève.

Les deux organismes se sont associés pour jeter les bases d'un mouvement intersectoriel d'entrepreneuriat collectif visant la création d'emplois par et pour les jeunes. Dans le cadre de leurs réflexions sur la promotion du modèle de l'économie sociale auprès des jeunes entrepreneurs et travailleurs, les deux organismes ont demandé à Gabriel Fournier-Filion, entrepreneur social, et Martin St-Denis, économiste, de traiter de la question de la promotion de l'économie sociale auprès des jeunes et d'identifier des secteurs de l'économie québécoise recelant un haut potentiel pour être porteurs de développement de relève en termes d'entreprises d'économie sociale. Deux sections distinctes sont donc présentées dans ce document.

La première section consiste en une revue de la littérature sur les thématiques de la place des jeunes dans l'économie sociale, les principales initiatives de promotion de l'économie sociale existantes au Québec comme ailleurs et les principales différences qui existent entre les modèles d'entreprises. Cette étape cadre le secteur et ses enjeux en s'inspirant des meilleures pratiques internationales afin d'innover sur le territoire québécois en termes de promotion de l'économie sociale et identifie les enjeux de l'économie sociale quant aux autres formes de développement entrepreneurial.

La deuxième section est une analyse comparée des secteurs de l'économie sociale à partir de différents indicateurs économiques. Sur la base de ces indicateurs, nous identifions les secteurs ayant un fort potentiel pour y développer des entreprises d'économie sociale. Les indicateurs utilisés dans ce cadre seront surtout issus d'enquêtes de Statistique Canada.

Les secteurs économiques démontrant un fort potentiel pour la relève d'entreprises sociales feront l'objet de fiches détaillées qui comporteront une présentation ventilée des différents indicateurs statistiques, une énumération des associations sectorielles et d'une brève description de leurs activités et d'autres informations pertinentes à la démarche conjointe de Force Jeunesse et du comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale. Il est important de noter que cette analyse constitue une démarche exploratoire et que différentes analyses subséquentes permettraient de raffiner les constats tirés dans cette étude. Ces constats ne doivent en aucun cas être considérés comme des garanties de réussite ou d'échec pour les projets d'économie sociale des industries analysées.

Section 1 : Assises conceptuelles et revue documentaire

1.1 Définitions et enjeux conceptuels

L'économie sociale regroupe les entreprises poursuivant une mission sociale, tout en ayant une forme juridique assurant son contrôle démocratique par ses membres et limitant la distribution du capital. L'économie sociale est souvent définie comme un mouvement entrepreneurial regroupant les coopératives et les associations, mais ce concept a des frontières poreuses (Desroches, 1983). En d'autres termes, elle regroupe les coopératives et les associations qui génèrent des retombées sociales auprès de la société ou auprès de leurs membres, mais, selon les régimes économiques, structurels et juridiques qui les composent, ces formes organisationnelles peuvent varier, forçant la constatation de l'existence d'un « noyau dur » et d'un « secteur périphérique » (D'Amours et Malo, 1999). Bien qu'il existe certaines définitions un peu partout dans le monde, dont, par exemple, celle donnée par la *Loi sur l'économie sociale du Québec* (Gouvernement du Québec, 2013), elles ne permettent que d'établir les bases primaires des caractéristiques qui rassemblent l'économie sociale : le noyau dur. La définition de l'économie sociale dépend d'ailleurs grandement du cadre culturel, politique et économique dans lequel il est appliqué et diffère ainsi d'une région du monde à une autre (Bouchard, Cruz Filho et St-Denis, 2011, p.7). Outre l'économie sociale, certaines autres réalités y sont rattachées de plus ou moins loin, telles que l'action communautaire, la philanthropie ou l'entrepreneuriat social. Cette sous-section traite du cadre conceptuel de l'économie sociale au Québec et de certains enjeux conceptuels auxquels elle fait face en 2016.

À certains égards, le mouvement de l'économie sociale affiche des similitudes avec le projet politique de Robert Owen (1771-1858) : le coopérativisme sociétal. Cet industriel anglais fonda la communauté de New Harmony dans l'Indiana. Cette communauté était autogérée sur des principes démocratiques et n'établissait aucune hiérarchie de contrôle entre les individus. Si cette communauté n'existe plus en 2016, le principe selon lequel une organisation peut fonctionner sur les bases de l'autonomie et de la démocratie tout en favorisant les individus qui la supportent en est grandement inspiré.

1.1.1 Cadre conceptuel

Il est généralement admis qu'un réel mouvement d'économie sociale au Québec date de la première caisse coopérative d'économie fondée par Alphonse Desjardins le 6 décembre 1900, à Lévis. Les années suivantes ont connu une croissance lente de ce modèle économique, celle-ci ayant surtout cours dans le secteur agricole, suite à la fondation de la Coopérative fédérée en 1922 et de la Coopérative laitière de Granby en 1937, qui deviendra Agropur. C'est surtout après les années 1950 qu'un réel mouvement intersectoriel d'économie sociale voit le jour. L'arrivée de ce mouvement permettait de répondre aux nouveaux besoins créés par le retrait progressif de l'Église catholique au Québec, c'est-à-dire la prise en charge de certains groupes marginalisés, les soins de santé de proximité, etc. Une scission claire se forme entre les coopératives agricoles et le syndicalisme agricole dans les années 1980. À la même époque, les programmes de logement abordable se développent et une vague de coopératives et d'organisme sans but lucratif (OSBL) d'habitation voit le jour. (Lévesque, 2007).

Les années 1990 coïncident avec les demandes de plus en plus pressantes de milieux communautaires et des femmes en termes de services de proximité afin d'améliorer leurs conditions de vie. Cette époque marque la naissance des réseaux des centres de la petite-enfance, des coopératives d'aide à domicile ainsi que la reconnaissance politique des entreprises d'insertion. Le mouvement féminin *Du pain et des roses* força la tenue du Sommet pour l'économie et l'emploi en 1996. Au cours de ce sommet, le Groupe de travail sur l'économie sociale, regroupant des acteurs de différents réseaux, publie le rapport *Osons la solidarité !*

(1996) qui formule la première définition officielle du concept au Québec (voir Annexe 1). Cette définition indique que l'économie sociale est le regroupement des coopératives, mutuelles et associations à but non lucratif, qui produisent des biens ou des services, qui sont autonomes de l'État, qui incorporent des processus de décision démocratique et qui promeuvent des valeurs de prise en charge individuelle et collective et de citoyenneté active. Le Groupe de travail de 1996 marque également la consolidation et la reconnaissance politique d'un mouvement de l'économie sociale au Québec, notamment par la mise sur pied du Chantier de l'économie sociale en 1999, interlocuteur privilégié du gouvernement en ce qui concerne les enjeux d'économie sociale au Québec. Cette définition devient la base de la plupart des politiques et programmes dédiés à l'économie sociale au Québec. D'ailleurs, la *Loi sur l'économie sociale* (Gouvernement du Québec, *op. cit.*) votée à l'unanimité à l'Assemblée nationale en 2013 repose sur cette définition.

En 2015, le gouvernement du Québec se dote du *Plan d'action gouvernemental en matière d'économie sociale 2015-2020*. Celui-ci est divisé en six objectifs :

- ▶ outiller les entreprises d'économie sociale,
- ▶ améliorer l'accès aux marchés et innover en économie sociale,
- ▶ valoriser la réponse des entreprises d'économie sociale aux défis du vieillissement démographique,
- ▶ encourager l'insertion socioprofessionnelle au sein des entreprises d'économie sociale,
- ▶ soutenir l'entrepreneuriat collectif comme solution à la relève d'entreprise,
- ▶ contribuer au développement des entreprises d'économie sociale sur tout le territoire.

Le plan d'action prévoit également la tenue de statistiques panquébécoises auprès des entreprises de l'économie sociale.

1.1.2 Enjeux conceptuels

L'économie sociale a de particulier qu'elle couvre des entreprises livrant des services économiques parfois par l'entremise du marché, parfois sans celui-ci¹. Il est ainsi question de services marchands et de services non marchands. Pour remplir sa mission sociale, il n'est pas rare qu'une entreprise sociale doive recourir à l'hybridation de ces deux méthodes de livraison de service (Bouchard et *al, op. cit.*, p.12). Par ailleurs, chacune de ces méthodes apporte d'importants enjeux de positionnement de l'économie sociale face aux entreprises capitalistes traditionnelles d'une part, et face au secteur étatique, d'autre part. Des enjeux de reconnaissances existent également au sein de la société civile et des institutions syndicales.

¹ Certaines entreprises d'économie sociale opèrent des contrats de service avec l'État sans négociation sur la rémunération de ces contrats et la quantité de service offerts. Par exemple, les carrefours jeunesse-emploi, les groupes de ressources techniques ou les centres locaux de développement.

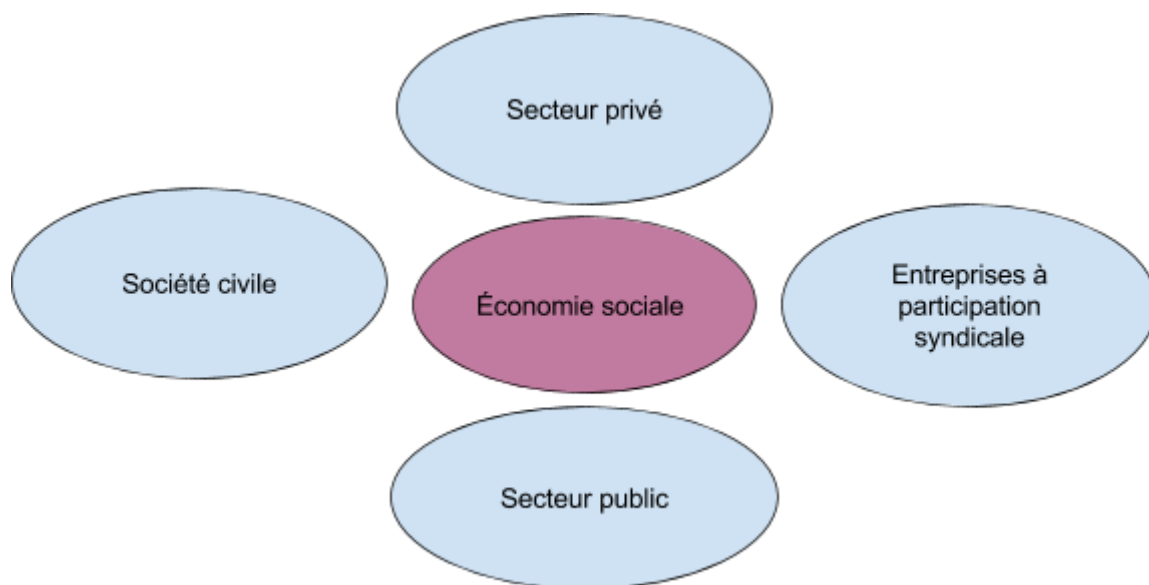


Figure 1. Représentation conceptuelle de l'économie sociale face à ses frontières

Adaptation de Desroches (1983)

Par exemple, les centres de la petite-enfance dont la majorité des revenus sont des contrats de service dictés par l'État et dont les travailleurs et travailleuses ont des contrats de travail négociés directement avec le gouvernement ont un enjeu continu d'autonomie et de contrôle démocratique par les membres. Pour s'assurer d'un contrôle sur les décisions opérationnelles, les parents des enfants qui fréquentent les CPE représentent généralement la majorité du conseil d'administration. Un autre enjeu de reconnaissance existe également par rapport aux coopératives ayant des activités générant d'importants profits. C'est notamment le cas des grandes coopératives agricoles comme Agropur qui opèrent dans des marchés internationaux et faisant l'acquisition d'entreprises à capital-actions pour croître. La forme juridique de coopérative agricole empêche la distribution des surplus sur la base du capital investi dans la coopérative. Les ristournes sont plutôt calculées sur la base du volume de transaction avec la coopérative, ce qui assure que la mission de celle-ci, c'est-à-dire fournir des débouchés pour les producteurs locaux, demeure la source de la distribution des surplus.

1.1.2.1 L'économie sociale face au secteur public

La nature transsectorielle de l'économie sociale fait en sorte que celle-ci touche à l'occasion les missions sociales traditionnellement réservées à l'État. Parfois issues du retrait de l'Église catholique de la sphère publique, les entreprises d'économie sociale s'attaquent souvent à des problématiques d'intérêt général tout en étant indépendantes de l'État en termes de gouvernance. Sur le plan financier, l'autonomie de gestion par rapport à l'État n'amène pas nécessairement une autonomie financière par rapport à celui-ci : d'importantes subventions publiques ou contrats de services sont contractés uniquement ou en très grande proportion avec des agences de l'administration publique. Un portrait statistique montréalais sur l'économie sociale (Bouchard et al., 2008) montre d'ailleurs que dans la métropole, 50,7 % des revenus de l'économie sociale sont de source publique. Le reste provient de ventes (30,8 %) et d'autres revenus tels que les cotisations et les dons (18,4 %). Dans cette catégorie, nommons les centres de la petite enfance, les coopératives d'habitation ou les entreprises d'économie sociale en aide domestique.

Citons, en exemple, le réseau des centres de la petite-enfance. Ces organismes à but non lucratif sont dirigés par un conseil d'administration indépendant de l'administration publique. Par ailleurs, la très grande

majorité de leurs revenus sont issus de contrats de service avec l'État quant à la garde d'enfants. De la même façon, les habitations communautaires comme les coopératives d'habitation sont indépendantes de gestion de l'État, mais leurs développements sont souvent financés à plus de 50 % par des programmes de subventions publiques.

L'existence de ces entités relève du constat de besoins dans une communauté et de la prise en charge collective de ces besoins à travers des entreprises d'économie sociale. Ces initiatives sont soutenues financièrement et techniquement par l'État. Il existe alors un partenariat entre l'administration publique et l'économie sociale.

1.1.2.2 L'économie sociale face à l'économie traditionnelle

Comme la définition de l'économie sociale l'indique, les entreprises d'économie sociale génèrent des opérations marchandes, ne serait-ce qu'à travers le marché de l'emploi. Cependant, la génération d'importants surplus peut compromettre la mission sociale si le modèle d'affaires est mal adapté.

Les effets d'une concurrence avec les entreprises traditionnelles ne font pas consensus. D'un côté, certains auteurs (Bager 1994, Leiter 2005, 2008) clament que l'entreprise d'économie sociale doit s'adapter au modèle économique dicté par le capitalisme traditionnel. Cette conformité au modèle existant réfère à l'isomorphisme économique. Selon cette théorie, l'entreprise d'économie sociale imite les pratiques de professionnalisation de la main-d'œuvre et d'affaires des entreprises traditionnelles afin de survivre au marché.

De l'autre côté, le courant de « l'écologie des organisations » défend l'hypothèse qu'il existe des niches dans lesquelles les organisations se placent dans l'écosystème économique, créant ainsi une diversité de types d'organisations, de méthodes de production et de méthodes de prestation de services (Hannan, 2005).

À partir de données montréalaises, Rousselière et Bouchard (2010) ont testé ces théories. Les résultats de cette analyse réfutent la théorie de l'isomorphisme institutionnel au profit de l'écologie des organisations, c'est-à-dire que les entreprises d'économie sociale, lorsque confrontées au marché, préservent des propriétés d'affaires propres et divergentes des entreprises traditionnelles.

Ce débat demeure un terrain fertile pour la recherche, la reconnaissance même de l'économie sociale en tant que mode de production alternatif au sein des entreprises marchandes relevant de celui-ci.

1.2 Les opportunités pour les jeunes en économie sociale

L'augmentation des niveaux de vie a fait augmenter de façon considérable le niveau de scolarisation des jeunes. Entre 1990 et 2012, la proportion de personnes détenant un diplôme universitaire est passée de 15,2 % à 29,4 % (Gauthier, 2014).

Paradoxalement à l'augmentation du niveau d'éducation, le nombre de jeunes travailleurs en situation de précarité a grimpé (Noiseux et Blouin, 2015). Les jeunes, et en particulier les femmes, sont beaucoup plus sujets qu'il y a une trentaine d'années à travailler à temps partiel, à être travailleur autonome, à avoir un emploi temporaire, à cumuler des emplois ou à travailler de façon informelle.

Les entreprises d'économie sociale offrent deux opportunités aux jeunes travailleurs. D'abord, le rôle d'insertion au travail de plusieurs d'entre elles permet aux jeunes en situation précaire ou ayant un

handicap physique ou mental d'intégrer un travail décent qui améliorera ses conditions de vie. Ensuite, le contrôle démocratique des entreprises d'économie sociale augmente les possibilités² pour les travailleurs d'assurer des politiques favorables en matière de rémunération, d'horaires de travail et de conditions de travail (Fonteneau et al., 2011).

En 2006, le comité jeunesse du Chantier de l'économie sociale a conduit un sondage auprès de 500 jeunes Québécois afin de connaître leur perception de l'économie sociale (Chantier de l'économie sociale, 2006). Les résultats montrent que les valeurs de base de l'économie sociale sont importantes pour 94 % d'entre eux. Par ailleurs, les conditions de travail du secteur ont été ciblées comme enjeu pour les jeunes travailleurs.

1.2.1 L'engagement civique en alternative au militantisme

La base de l'économie sociale comme du militantisme est la prise en charge individuelle et collective afin de générer un changement social précis. L'utilisation du militantisme permet une solution règlementaire, que ce soit par la mise en place ou la modification de lois et de règlements dans le cas du militantisme politique, ou par la contrainte d'un employeur à adopter un comportement dicté par une convention collective dans le cas du militantisme syndical. La mise en place de la solution peut prendre des années et est contrainte, du moins dans le cas du militantisme politique, à la popularité de l'enjeu au sein de l'électorat ou des décideurs publics.

L'inquiétude quant au militantisme politique et syndical chez la jeune génération est une question d'actualité depuis au moins la deuxième moitié des années 1990. Elle s'est matérialisée suite au constat établi de la participation très faible des électeurs de moins de 30 ans aux élections. Une étude canadienne (O'Neill, 2007) démontre toutefois que la nouvelle génération n'est pas nécessairement moins active politiquement, mais que le type de participation politique est non-conventionnelle, comme la participation à des manifestations, la signature de pétition et la participation à des *boycottages*. Demoustier (2002) souligne que l'implication militante importante ayant eu lieu pendant les années 1970 a progressivement laissé la place à un nouvel engagement social qui n'est plus seulement revendicateur, mais met également de l'avant des solutions concrètes, sur le terrain, sans attendre les décideurs publics.

Autrement présentée, cette implication sociale se fait par la prise en charge collective des enjeux permettant une plus grande autonomie des promoteurs face aux institutions. L'économie sociale est partie intégrante de ce mouvement. Dans plusieurs cas, le changement se fait à plus petite échelle, au niveau local. Plusieurs de ces organisations continuent d'avoir des revendications politiques, mais cette fois, afin d'avoir l'État comme partenaire. Ce partenariat permet alors à l'État et à la société civile d'offrir des biens et services issus des besoins sociaux (Dancause et Morin, 2013, p.1995).

1.2.2 Échantillon d'initiatives promotionnelles auprès des jeunes

Plusieurs régions du monde ont des instances qui ont pour mission principale d'être porte-parole de l'économie sociale et d'en faire la promotion. Au Québec, le Chantier de l'économie sociale et les pôles régionaux ont cette mission. En France, ce sont les Chambres régionales de l'économie sociale (CRÉS). Au-delà de ces organisations, d'autres associations en font la promotion, parfois de façon sectorielle. Par

² Toutes les entreprises d'économie sociale n'ont pas une catégorie de membres qui représentent les travailleurs. Dans ces cas, il arrive que le dialogue entre les travailleurs et la gouvernance de l'organisation se rapproche de celui qui prévaut dans les entreprises traditionnelles.

exemple, au Québec, le Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et action communautaire (CSMO-ÉSAC) a pour mission de faire la promotion de l'économie sociale auprès des travailleurs. Des événements sont aussi utilisés pour sensibiliser la population.

Cette section documente certaines initiatives de promotion à l'économie sociale dans le monde visant les jeunes de moins de 35 ans. Cette démarche ne se veut toutefois pas exhaustive, mais plutôt exploratoire.

1.2.2.1 Les initiatives françaises

La France est l'un des pays occidentaux ayant un secteur associatif et coopératif le plus dynamiques. Ce dynamisme vient avec des moyens intéressants pour faire la promotion des formes d'organisations de l'économie sociale. Une déclaration d'intention a d'ailleurs été signée entre le Québec et la France en 2013 pour une coopération quant à, notamment, promouvoir l'économie sociale dans la francophonie (Ministère des relations internationales et de la francophonie, 2013).

Le **Conseil national des CRÉS** (CNCRÉS) est l'organisation représentant l'économie sociale française. Elle fait la promotion de l'économie sociale notamment en tenant des listes, à jour, des entreprises d'économie sociale françaises. De plus, elle fait de la représentation accrue lors du mois de l'économie sociale, spécialement en décernant des prix auprès des entreprises d'économie sociale « audacieuses ».

Outre les CRES, d'autres initiatives régionales ont retenu notre attention. C'est le cas de www.ressource-solidaires.org (2014), « un portail de recrutement et de sensibilisation à l'économie sociale et solidaire au niveau national ». Parmi les services offerts, des ateliers prenant la forme de conférences, de séances de formation ou des sessions de sensibilisation sont offerts par l'organisme auprès d'une brochette importante d'acteurs sociaux, du lycéen au salarié à la personne politique. Parmi ces ateliers, un cours sur l'histoire de l'économie sociale est proposé.

Au niveau jeunesse, un partenariat public-privé a donné naissance au programme **Jeun'ESS**. Ce programme a trois objectifs :

- ▶ « Promouvoir l'ESS auprès des jeunes, leur donner envie de s'y investir;
- ▶ Soutenir et valoriser les initiatives des jeunes;
- ▶ Favoriser l'intégration des jeunes dans les entreprises de l'ESS. » (Jeun'ESS, 2012)

Le programme offre différents outils, dont une boîte à outils qui comporte une vingtaine de vidéos, plateformes web spécialisées, brochures et autres guides pour se documenter sur l'économie sociale et solidaire, notamment en termes d'emploi dans le secteur. Outre la boîte à outils, Jeun'ESS produit aussi des études, dont une sur la perception de l'emploi dans l'ESS par les jeunes. Ces études permettent de cibler les enjeux de promotion pour développer le secteur auprès de cette population. Enfin, depuis 2015, le programme a mis sur pied une rencontre d'emploi entre les travailleurs intéressés et les entreprises d'économie sociale et solidaire, un événement ayant lieu trois fois par année.

Une initiative indépendante a aussi vu le jour en 2014, en France. Son nom : **Ticket For Change**. Cet événement annuel rassemble une soixantaine « d'entrepreneurs du changement », c'est à dire, des salariés, des étudiants et des entrepreneurs visant à « résoudre un problème de société en développant un projet avec un modèle économique pérenne » (Ticket for change, 2014). Ceux-ci sont amenés à voyager à travers la France pour s'inspirer d'initiatives sociales auprès de plusieurs dizaines de personnes. L'objectif est de faire passer l'idée à l'action en inspirant les personnes participantes. Quelques initiatives sociales découlent de cette approche dont *Stagiaires sans frontières*, *Toucher pour voir* et *Open bio fabrics*. Ces

projets ont souvent une forme organisationnelle d'économie sociale ou proche de celle-ci et adressent des enjeux sociaux avec ou sans plateforme technologique. Une initiative similaire a également lieu au Québec sous le nom de **La Route des possibles**.

Deux autres initiatives, **Live for good** et **Rêve et Réalise**, visent l'accessibilité à l'entrepreneuriat social par les jeunes de moins de 26 ans dans un objectif d'attaquer les défis sociaux actuels et futurs. Le projet Live for good est piloté par Planet Adam, alors que Rêve et Réalise est piloté par Unis-Cité. Les deux organismes luttent contre le chômage dans les quartiers précaires. L'approche de ces initiatives très semblables repose sur trois piliers pour encourager les jeunes aux parcours atypiques, de tenter l'aventure, de l'entrepreneuriat social :

- ▶ La mixité des profils sociaux afin d'éviter d'enclaver les participants;
- ▶ Le levier du numérique;
- ▶ Un réseau de contacts important.

De plus, le projet **Live for good** offre un prix à chaque année à un projet afin d'encourager l'innovation et la persévérance des promoteurs.

1.2.3.2 D'autres initiatives européennes

L'économie sociale est effervescente dans certains pays d'Europe, notamment dans les pays de l'Ouest : la Belgique, l'Italie et l'Espagne. D'autres réalités proches de l'économie sociale y sont aussi présentes, par exemple les Community interest company du Royaume-Uni. Ces mouvements donnent naissance à des initiatives de promotion du modèle d'entreprises d'économie sociale. Le comité économique et social du Conseil Européen a d'ailleurs pour mandat de traiter des questions d'économie sociale et produit de la recherche en ce sens. En décembre 2015, le Conseil Européen a d'ailleurs adopté une résolution pour la promotion de l'économie sociale en Europe (Observatoire de l'économie sociale, 2015).

Parmi les acteurs importants de la promotion de l'économie sociale en Europe, il y a **Social Economy Europe** qui lutte pour la reconnaissance de l'économie sociale par les administrations publiques compétentes. Cependant, les jeunes ne sont pas particulièrement ciblés par les campagnes de Social Economy Europe.

Le **Labo de l'économie sociale et solidaire** a lancé la campagne *Citizenweet ESS + Europe* en 2015. Celle-ci vise les médias sociaux afin d'interpeler les acteurs politiques européens aux enjeux de l'économie sociale et solidaire. Au-delà de la campagne sur les médias sociaux, le Labo de l'ESS proposait aussi une journée de réflexion sur l'apport des décideurs européens au mouvement de l'économie sociale.

1.2.2.3 Les initiatives existantes au Québec

Le **Chantier de l'économie sociale** (Chantier) est le porte-parole officiel de l'économie sociale au Québec. Il va sans dire que quelques initiatives de promotion de l'économie sociale sont nées de ce carrefour. Le Chantier est, par exemple, à l'origine de « L'économie sociale, j'achète ! », une campagne pour promouvoir les produits de l'économie sociale auprès des marchés publics et des consommateurs. Le Chantier est également à l'origine de la plateforme www.economiesocialequebec.com, un site web regroupant un répertoire d'entreprises d'économie sociale, des offres d'emplois et de stages ainsi qu'un calendrier d'événements. Ces plateformes se veulent toutefois des outils de promotion large et ne s'adressent pas uniquement à un public jeune. Le Chantier a toutefois participé à la mise sur pied de la plateforme www.economiesocialejeunesse.ca, une plateforme de promotion web de l'économie sociale où l'on peut

trouver une boîte d'outils pour le néophyte. La boîte à outils compte un répertoire d'entreprises d'économie sociale, le portrait d'entrepreneurs sociaux, des jeux-questionnaires pour connaître le niveau de sensibilisation sociale des jeunes et des liens utiles pour les jeunes entrepreneurs sociaux. Des outils sont aussi mis à l'attention des intervenants jeunesse.

Outre le Chantier de l'économie sociale, plusieurs organisations faisant la promotion de l'économie sociale se sont développées depuis 20 ans. Voué aux enjeux du travail et la formation dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, le **Comité sectoriel de main-d'œuvre en économie sociale et en action communautaire** (CSMO-ÉSAC) est l'un d'eux. Sur son site web, le CSMO-ÉSAC offre une présentation des professions en économie sociale, des capsules audio et vidéo de vulgarisation, une liste d'organismes de formation du secteur et des statistiques sur les travailleurs et travailleuses de l'économie sociale. Le CSMO-ÉSAC tient également des séances d'information dans certains établissements scolaires pour faire découvrir les professions d'économie sociale aux jeunes.

Un autre porte-parole d'une section importante de l'économie sociale, la **Confédération québécoise de la coopération et de la mutualité** (CQCM) œuvre à la promotion d'une tranche particulière de l'économie sociale : les coopératives et les mutuelles. Le CQCM cible la jeunesse, notamment à travers son programme *Ensemble vers la réussite*. Le programme est constitué d'une journée de sensibilisation à la coopération en milieu scolaire auprès des jeunes du primaire et du premier cycle du secondaire. Un guide est aussi transmis à l'enseignant afin de présenter l'entrepreneuriat sous un angle coopératif. Le CQCM a aussi instauré la *Semaine de la relève coopérative*, pendant laquelle se déroule le concours vidéo *Coopérer, c'est faire ensemble*. Les gagnants de ce concours qui vise à mettre en valeur les initiatives coopératives jeunesse des 7 à 17 ans, se partagent 6 000 \$ en bourses. Pour les 18 à 35 ans, le programme *Jeune coop*, est une trousse pédagogique en trois volets visant à faciliter la mise sur pied d'une coopérative par un jeune du secondaire ou du collégial, pendant l'année scolaire.

L'**Institut du Nouveau Monde** (INM) est une organisation qui fait la promotion de la participation citoyenne à la vie démocratique. Certaines de ses activités touchent de très près à l'économie sociale. Par exemple, les Écoles d'été et d'hiver de l'INM proposent un ensemble de profils aux jeunes de 18 à 35 ans sur différentes thématiques liées à sa mission. Parmi ceux-ci, deux profils touchent directement les jeunes entrepreneurs sociaux : le profil *idéation* permet aux jeunes de coconstruire un plan d'affaires pour une entreprise afin de résoudre un enjeu social. Bien que les projets issus de ce processus ne soient pas uniquement des entreprises d'économie sociale, les animateurs et les personnalités invitées à faire partie de ce processus favorisent la création d'entreprises d'économie sociale. Le deuxième profil, *entrepreneuriat*, permet aux jeunes qui ont déjà une idée claire d'un projet permettant de résoudre un enjeu social de perfectionner leur idée. Ces profils d'accompagnement sont directement associés à deux autres plateformes développées par l'INM : l'**Esplanade** et **À Go on change le monde !**. L'Esplanade est un espace de coworking et de cocréation accueillant de jeunes et moins jeunes entrepreneurs, souvent issus des profils de l'École d'été et d'hiver et le programme. À Go on change le monde ! est un programme de bourses et d'accompagnement professionnel personnalisé pour encourager des projets d'entrepreneuriat inspirant. Les gagnants de cette bourse sont en forte proportion issus de l'économie sociale.

De nombreuses autres initiatives supplémentaires ont cours au Québec par exemple :

- ▶ Transform/er Montréal, une conférence sur l'économie collaborative
- ▶ Oui Share, un think tank sur l'économie du partage
- ▶ Novae, une organisation qui, entre autres, publie un magazine sur les initiatives sociales du Québec.

Bref, les initiatives de promotion de l'économie sociale québécoise sont nombreuses et diversifiées. Par contre, un véhicule de promotion systémique manque toujours à l'appel. En effet, ces initiatives de promotion sont, dans la plupart des cas, adressées à des gens déjà convaincus par le modèle économique. Un élément promotionnel plus près du quotidien des travailleurs-consommateurs pourrait sensibiliser davantage la consommation de produits et services issus de l'économie sociale. Par exemple, les étiquettes « produit au Québec », « produit biologique » ou « certifié équitable » soulignent la valeur ajoutée du mode de production. L'initiative « à valeur ajoutée » du Chantier de l'économie sociale vise cette démarcation, mais son utilisation encore très limitée et non adoptée par les grands joueurs (Desjardins, Agropur, la Coop fédérée, etc.) limite son effet. L'intégration d'une étiquette « produit d'économie sociale » est encore loin d'être à l'avant-plan de la plupart des plans marketing des entreprises du secteur.

1.3 Les enjeux des jeunes entrepreneurs au Québec

Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), l'activité entrepreneuriale est « une action dynamique humaine qui vise à générer de la valeur par la création ou l'expansion d'activités économiques, et par l'identification et l'exploitation de nouveaux produits, processus ou marchés » (Ahmad et Hoffman, 2007). Nous considérons que cette définition peut s'appliquer également à l'entrepreneuriat en économie sociale. La différence de celui-ci par rapport à l'entrepreneuriat traditionnel se situant dans la définition de « valeur », le mode de gouvernance de l'entreprise et la forme juridique de l'organisation. Les études sur l'entrepreneuriat traditionnel peuvent donc nous permettre de décerner des enjeux et des perceptions ayant un impact sur le démarrage de nouvelles entreprises collectives. L'une d'entre elles, l'indice entrepreneurial québécois 2015 (Marchand et al., 2015), dresse un portrait particulièrement exhaustif de la question. Il n'existe pas, à la connaissance des auteurs, d'étude aussi détaillée de l'entrepreneuriat en économie sociale au Québec. Nous avons donc décidé de mettre en lumière ses constats les plus pertinents à notre analyse.

L'étude a été réalisée en ligne en janvier 2015 auprès de 2 587 répondants dans l'ensemble du Québec. L'échantillonnage a été réalisé afin d'être représentatif de l'ensemble des régions. Les personnes interrogées comprennent des entrepreneurs, des individus ayant éventuellement l'intention de démarrer une entreprise et ceux n'ayant aucune intention de se lancer en affaires. Elle permet donc de cerner des tendances chez le segment de la population qui pourrait un jour devenir entrepreneur. Ces informations s'avèrent utiles pour guider des initiatives de promotion de l'entrepreneuriat en économie sociale.

1.3.1 Faits saillants des jeunes entrepreneurs selon l'Indice d'entrepreneuriat du Québec 2015

Une population avec des aspirations entrepreneuriales fortes

Selon l'indice d'entrepreneuriat du Québec 2015 (Marchand et al., 2015), 36,6 % des 18-34 ans ont l'intention de lancer une entreprise contre 20,1 % du reste de la population. Cet écart diminue largement chez ceux qui se sont effectivement lancés dans une démarche de création d'entreprises. Ainsi, seulement 13,9 % des 18 à 34 ans ont fait ce saut contre 10,2 % de la population plus âgée. La tendance entre les deux populations s'inverse lorsqu'il est question des propriétaires d'entreprises : seulement 5,8 % des 18-34 ans sont propriétaires contre 7,9 % de la population plus âgée. Ainsi, il y a 19,7 % des jeunes qui sont présentement en démarche de création d'entreprises ou qui opèrent déjà une entreprise. Il y a donc près

de deux fois plus de jeunes avec des intentions entrepreneuriales que de jeunes qui se sont effectivement lancés en entreprise. En conséquence, il existe un bassin important de jeunes ayant des intentions entrepreneuriales, mais n'étant jamais passés à l'acte pour des raisons non déterminées.

L'entrepreneuriat comme vocation

Pour les jeunes ayant déjà été entrepreneurs, ce métier semble être une vocation. 77,1 % des jeunes hommes et 69 % des jeunes femmes ayant fermé une entreprise se sont par la suite lancés dans un autre projet entrepreneurial. Cette particularité indique l'importance que les structures de soutien et de financement de l'entrepreneuriat appuient les entrepreneurs ayant déjà connu un échec, car il s'agit d'un groupe extrêmement propice à démarrer une nouvelle entreprise.

Une cause dominante d'échec d'entreprise

Le manque de clients est invoqué majoritairement comme cause d'échec de leur entreprise par les jeunes, soit 33,3 % chez les jeunes hommes et 26,9 % chez les jeunes femmes comparativement à 11,7 % chez l'ensemble des répondants. Le besoin d'une meilleure connaissance du marché avant de se lancer en affaires se fait donc clairement ressentir.

L'influence des proches comme catalyseur principal de l'entrepreneuriat

Connaître un entrepreneur est significativement corrélé avec l'intention d'entreprendre. Ainsi, quatre répondants sur cinq ayant des intentions entrepreneuriales déclarent connaître personnellement un entrepreneur comparativement à 62,7 % des répondants n'ayant pas d'intention. Les réseaux d'entraide entre entrepreneurs et les activités de promotion de l'économie sociale directement faites par des dirigeants d'entreprises pourraient donc être à privilégier.

Une perception du rôle social des entrepreneurs différents chez les indécis

88,8 % des gens avec des intentions de lancer une entreprise pensent qu'il est possible de s'enrichir de façon juste et équitable en étant propriétaire d'entreprise contre 80,3 % chez ceux n'ayant pas cette intention. Cette proportion chute à 70,9 % chez les indécis. On remarque une tendance semblable pour des questions similaires, notamment à savoir si l'enrichissement personnel d'un entrepreneur est sain, dont ¼ des répondants avec des intentions d'entrepreneuriat ne sont pas d'accord contre 4/10 des indécis. Il est donc possible qu'une proportion importante des indécis le soit, car l'entrepreneuriat traditionnel ne correspond pas à certaines de leurs valeurs. Ils pourraient donc être intéressés par l'entrepreneuriat en économie sociale s'ils étaient au fait de l'existence de cette forme d'entreprise. Inclure la promotion de l'économie sociale dans les programmes généraux de promotion de l'entrepreneuriat pourrait alors augmenter le nombre d'entreprises lancées au Québec en offrant une diversité de types d'entreprise correspondant à la diversité des aspirations et valeurs de la population.

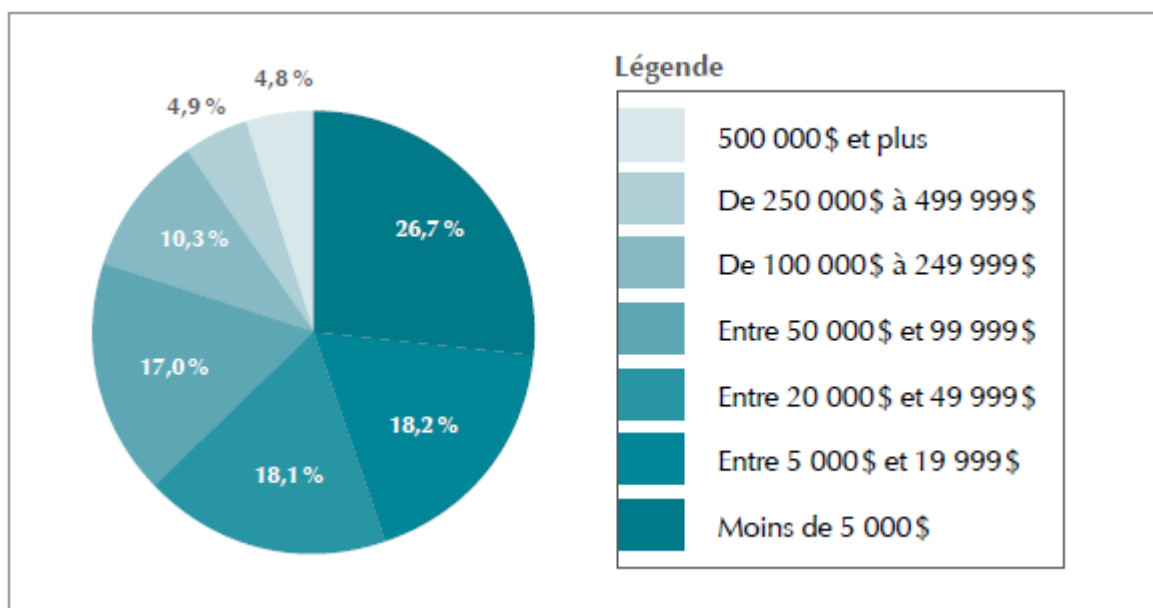
Un investissement de départ minimal

Pour un peu plus d'un quart des répondants démarcheurs (26,7 %), un investissement d'au plus 5000 \$ suffiraient pour initier l'exploitation de leur entreprise. Des investissements de plus de 100 000 \$ sont nécessaires pour un répondant sur cinq, sur l'ensemble du Québec. À mentionner que ces projets plus dispendieux impliquent généralement l'achat d'entreprises existantes. Ils concernent surtout les secteurs de l'agriculture, de la foresterie, de la pêche, de l'hébergement et de la restauration.

Ces données représentant la situation de l'entrepreneuriat traditionnel, il est possible qu'elles n'incluent pas de salaire à verser au propriétaire de l'entreprise puisqu'il arrive que ce dernier soit rémunéré à travers les profits futurs de l'entreprise. Le montant d'investissement requis pourrait donc être plus élevé dans

une entreprise d'économie sociale si les fondateurs sont rémunérés comme salariés. Il est intéressant de noter que le financement de prédémarrage offert aux entreprises d'économie sociale par le Réseau d'investissement social du Québec (RISQ), qui peut atteindre 100 000 \$, serait suffisant pour les besoins de démarrage du ¼ des projets d'entreprises au Québec.

Investissements totaux requis pour démarrer une entreprise - Québec



Source : Rina Marchand et al., Indice entrepreneurial québécois 2015 : Fondation de l'entrepreneurship, 2015

1.3.2 Enjeux et opportunités spécifiques aux entreprises d'économie sociale

La structure de propriété collective amène des défis et opportunités différents chez les entreprises d'économie sociale que chez les entreprises traditionnelles. Bien que de manière non exhaustive, nous avons tenté de mettre en lumière ces principales distinctions.

Financement de démarrage

Les entreprises collectives peuvent compter sur l'appui financier du Réseau d'investissement social du Québec (RISQ) mis en place par le Chantier de l'économie sociale du Québec. Ce dernier offre des prêts de prédémarrage sans caution personnelle ni autres formes de garanties. Les prêts peuvent atteindre jusqu'à 100 000 \$ versés sur deux ans. Ce niveau d'investissement répond au besoin des ¼ entrepreneurs en démarrage selon l'Indice entrepreneurial québécois 2015. L'aversion à la prise de risque financier personnel pouvant être un frein à la décision de se lancer en affaires, il est possible que certaines personnes préfèrent lancer une entreprise d'économie sociale qui limite leur risque en contrepartie de limiter leur profit personnel.

De plus, le statut d'entreprise collective peut faciliter les campagnes de financement sous forme de dons du public. Les campagnes de sociofinancement peuvent en effet être facilitées par la nature coopérative ou sans but lucrative d'un projet. De plus, certains organismes publics accordent plus facilement des dons

et des subventions à ce type d'entreprise. Il est à noter que, de l'expérience des auteurs, ces dons et subventions représentent généralement des montants inférieurs à 5 000 \$.

Cependant, le secteur de l'économie sociale ne peut compter sur le financement et l'appui des réseaux d'anges investisseurs qui ne sont pas sensibilisés à ces formes d'entreprise. Les anges investisseurs sont des individus fortunés qui investissent dans une entreprise en démarrage tout en leur apportant leur expertise et leurs contacts afin de contribuer à leur succès. Leurs intérêts sont généralement alignés avec la croissance de l'entreprise. Leur soutien peut s'avérer précieux et serait un atout de taille pour les entreprises d'économie sociale.

Une autre lacune dont souffrent plusieurs entreprises d'économie sociale en démarrage est l'exclusion des organismes sans but lucratif des crédits d'impôt remboursables pour les dépenses en recherche et développement (Revenu Québec, 2015b). Il est à noter que les coopératives à but lucratif n'en sont pas exclues. Ces crédits étant remboursables, ils sont versés à l'entreprise même si celle-ci n'a aucun impôt à payer. Ils correspondent donc à des subventions pures que pourraient obtenir plusieurs entreprises d'économie sociale au moment où le besoin de liquidité est le plus important : durant la phase de développement du produit.

Par ailleurs, les OSBL et les coopératives autres que les coopératives de travailleurs sont exclues de la mesure de soutien au travail autonome du Gouvernement du Québec (Revenu Québec, 2015a). Ce programme vise à offrir un salaire correspondant au salaire minimum à 35 heures par semaine durant 52 semaines à un entrepreneur souhaitant lancer son entreprise et ayant reçu des prestations d'assurance-emploi ou d'aide sociale dans la dernière année.

Finalement, les entreprises d'économie sociale n'ayant pas de capital-actions, elles ne peuvent offrir de rémunérer leurs premiers employés en actions plutôt qu'en salaire. Cette forme de rémunération est répandue parmi les entreprises traditionnelles en démarrage. Elle leur permet ainsi d'embaucher des employés dont le salaire serait autrement trop élevé pour une entreprise en démarrage avec des moyens financiers limités. Il pourrait être envisageable qu'une entreprise d'économie sociale offre à ses employés une rémunération sous forme de dette portant ou non intérêt. Cette pratique n'est cependant pas commune au sein du secteur.

Soutien à la gestion

La nature sociale des entreprises peut permettre de recruter plus facilement des bénévoles et mentors d'expérience. Cependant, elles sont pour l'instant exclues du soutien des réseaux d'anges investisseurs. Du côté des organismes de soutien public, l'économie sociale bénéficie d'un réseau de conseillers au démarrage semblable à celui dont bénéficient les entreprises privées à travers les coopératives et structures de développement régional. Finalement, le nombre beaucoup moins grand d'entreprises d'économie sociale existantes comparativement à celui des entreprises traditionnelles limite la quantité de ressources disponibles sur les meilleures pratiques à adopter en matière de gestion, de structure juridique et de montage financier dans le cadre spécifique d'une entreprise d'économie sociale. Ainsi, la littérature et la recherche sur le sujet sont beaucoup moins développées que pour les entreprises classiques.

Relation avec l'État

La collaboration avec les paliers gouvernementaux est généralement plus facile pour les organisations sans but lucratif, car elles ne sont pas considérées comme lobbyistes au sens de la *Loi sur la transparence et l'éthique en matière de lobbyiste*. Les secteurs d'activités où l'intervention publique est importante pourraient donc être des terrains fertiles pour des entreprises dont les opérations ou le développement de produit peuvent bénéficier d'une collaboration active avec l'État.

Absence de capital-actions

Les entreprises d'économie sociale garantissent par leur structure de propriété collective le contrôle de leur gouvernance par leurs membres. Cette particularité rend impossible la vente de titres de propriété par ces dernières, notamment sous forme de capital-actions. En conséquence, elles peuvent uniquement recourir à l'emprunt pour lever des capitaux. L'emprunt peut être sous forme de prêt à terme, de prêt hypothécaire, de marge de crédit, d'émission d'obligations. Les coopératives ont la particularité supplémentaire de pouvoir émettre des parts privilégiées qui sont rachetées à terme par leur émetteur ce qui est en fait une forme de financement semblable à l'emprunt.

Les emprunts et les parts privilégiées présentent les caractéristiques communes de généralement porter intérêt et de prévoir un remboursement de capital selon un certain échéancier prévu par contrat. Cette forme de financement est difficile à utiliser par des entreprises dont les bénéficiaires pourront éventuellement être en forte croissance, mais qui devront tout d'abord traverser plusieurs années de déficit. Les projets entrepreneuriaux basés sur des investissements initiaux importants en recherche et développement ou requérant une taille importante afin d'atteindre des économies d'échelles nécessaires à leur compétitivité en sont de bons exemples. Le financement par emprunt est également inapproprié pour les entreprises dont les revenus sont fortement variables, notamment dans les secteurs économiques cycliques.

Un autre désavantage est lié à l'impossibilité de procéder à des acquisitions par échange d'actions. Les entreprises traditionnelles poursuivent ainsi souvent leur croissance par fusion et acquisition en déposant des offres d'achats offrant aux propriétaires de l'entreprise cible des actions de l'entreprise acheteuse.

Finalement, plusieurs incubateurs d'entreprises privés et institutionnels, notamment universitaires, offrent leur service d'incubation en échange d'une participation dans le capital-actions de l'entreprise incubée. Les entreprises d'économie sociale n'ayant pas de capital-actions, elles en sont donc exclues. Cette situation les prive des ressources importantes dont disposent de tels incubateurs, notamment des laboratoires universitaires, des conseillers en gestion et des réseaux de mentors.

1.3.3 Portrait psychologique type de l'entrepreneur

Selon Sullivan Mort, Weerawardena et Carnegie (2002) l'entrepreneur social possède quatre caractéristiques fondamentales :

1. Avoir de l'entrepreneurship : tolérance au risque, proactivité et innovation
2. Bonnes capacités de jugement
3. Bonne éthique entrepreneuriale
4. Bonne connaissance des enjeux sociaux

À ces caractéristiques, on peut facilement ajouter la capacité à travailler en équipe, considérant la nature collective de la propriété et de la prise de décision des entreprises d'économie sociale. Nous pouvons comparer ces caractéristiques à celles de l'entrepreneur traditionnel énumérées par Tremblay et al. (2014):

- Difficulté à travailler pour quelqu'un d'autre;
- Réfractaire à l'autorité;
- Optimiste, passionné et déterminé;

- Goût du risque et capacité à composer avec l'incertitude;
- Il pense « out of the box » et aime sortir des paradigmes existants afin de réfléchir à de nouvelles façons de répondre à un besoin;
- Il considère l'entrepreneuriat comme un mode de vie; pas comme un travail ou un passe-temps.

Les caractéristiques énumérées se complètent pour former un portrait réaliste de l'entrepreneur en économie sociale. Nous suggérons en conséquence d'orienter les efforts de promotion de l'entrepreneuriat en économie sociale autour de celles-ci. Ces efforts de promotion devraient également tenter d'expliquer comment l'économie sociale peut répondre aux besoins des gens présentant ces traits de personnalité.

Section 2 : Repérage statistique

Les entreprises d'économie sociale sont implantées dans de nombreux secteurs économiques, partout à travers le Québec. Par ailleurs, puisque ce mouvement social n'est pas nécessairement connu de tous les réseaux, il est fort à parier que des potentiels d'affaires pour des entreprises d'économie sociale existent, mais ne sont pas rencontrés.

L'objectif de cette première phase est d'identifier certains secteurs économiques où l'économie sociale est absente ou rare, mais où il existe un potentiel pour celle-ci.

Notre démarche est fondée sur le principe qu'un environnement favorable pour l'établissement d'une nouvelle entreprise d'économie sociale peut être exploité par un jeune travailleur de cette industrie. Les critères sur lesquels nous nous basons pour évaluer l'environnement économique de l'industrie sont :

- ▶ Un marché concurrentiel constitué de petites entreprises;
- ▶ Un enjeu social ou collectif majeur non adressé au sein du secteur d'activité (égalité hommes-femmes, environnement, relations de pouvoir, conflits de travail);
- ▶ Un processus de production avec une intensité faible en capital;
- ▶ Une part importante de la main-d'œuvre située entre 18 et 35 ans;
- ▶ Une concentration faible d'entreprises d'économie sociale existantes.

2.1 Méthodologie

À partir des données d'enquête de Statistique Canada et des tableaux statistiques relatifs à la comptabilité nationale, nous croisons différents indicateurs pour évaluer le potentiel de chaque industrie. Les industries correspondent au classement du *Système de classification des industries de l'Amérique du Nord* (SCIAN), agrégé au 6e degré, soit le niveau le plus désagrégé. Les indicateurs quantitatifs utilisés sont :

- ▶ Le caractère décentralisé de l'industrie (indice d'atomicité);
- ▶ L'importance de la main-d'œuvre dans le processus de production (l'indice d'intensité du travail);
- ▶ La rentabilité économique de l'industrie (Indice de rentabilité financière);
- ▶ La capacité de l'industrie à se financer par prêt plutôt que par capital-actions (Indice de capacité d'emprunt);

Pour chacun de ces indicateurs, nous établissons le rang percentile des industries par rapport aux autres. La moyenne de ces indices est alors calculée afin d'évaluer un niveau de potentialité de démarrage de nouvelles entreprises au sein d'une industrie. Cette potentialité est relative entre les industries.

Une liste des 50 industries ayant le plus grand potentiel d'accueillir des activités d'économie sociale a ensuite été dressée. En rassemblant celles-ci en fonction de leurs activités, nous dégagons les secteurs économiques à privilégier. Les 3 industries ayant les potentiels les plus élevés font l'objet de fiches détaillées et constituent l'Annexe 3.

Outre la structure économique des industries, des considérations qualitatives sont prises en compte dans ces fiches :

- ▶ Quel est le degré d'interaction entre le producteur de biens ou de services et l'utilisateur final ?
- ▶ Quel est le niveau de précarité de la main-d'œuvre ?
- ▶ Existe-t-il des enjeux environnementaux importants ?
- ▶ Existe-t-il d'importantes considérations éthiques dans le processus de production ?

Ces considérations qualitatives sont déterminantes pour évaluer si une entreprise d'économie sociale pourrait avoir un impact social positif au sein des industries sélectionnées.

2.2 Indicateurs statistiques

Cette section présente les indicateurs statistiques discriminant dans le cadre de l'évaluation des industries à fort potentiel d'un nouveau courant d'économie sociale.

2.2.1 L'indice d'atomicité de l'industrie

L'atomicité de l'industrie réfère à la présence d'une déconcentration de l'industrie. Elle est caractérisée par un grand nombre de petites firmes.

Dans le cadre de cette étude, nous avons défini l'atomicité des industries par le logarithme naturel du nombre de firmes de moins de 20 employés au Québec. L'estimation est calculée à partir de statistiques publiées par Statistique Canada sur la taille des firmes issues des tableaux entrées-sorties.

L'atomicité de l'industrie a été retenue comme indicateur pertinent en raison de son impact sur les barrières à l'entrée. Une industrie concentrée laisse peu de place à l'entrée de nouveaux producteurs. Une industrie composée d'une multitude de petits producteurs pourrait avantager les entreprises reposant sur un modèle d'affaires innovant pour se démarquer des pratiques d'affaires existantes.

2.2.2 L'indice d'intensité du travail

L'indice d'intensité du travail vise à privilégier les secteurs ayant des processus de production dont l'intrant du travail est important par rapport à celui du capital. Ce faisant, nous supposons que les industries dont une proportion importante des dépenses est liée à leur main d'œuvre plutôt qu'à des achats auprès de sous-traitants ou d'amortissement d'investissement en capital offrent un meilleur potentiel pour les entreprises d'économie sociale pour deux raisons :

1. Les entreprises d'économie sociale sont fondées sur un principe de solidarité et de primauté du bien-être humain sur les considérations financières. Si la place du travail et des travailleurs est faible dans le processus de production de l'entreprise, l'impact social que peut avoir l'entreprise sur les travailleurs œuvrant dans la chaîne de valeur de l'industrie s'en trouve limité. De plus, la mission sociale d'une entreprise d'économie sociale peut offrir une meilleure cohésion sociale entre travailleurs et dirigeants de l'entreprise. Celle-ci peut permettre d'atteindre des gains de productivité qui seraient plus difficiles à obtenir dans une entreprise où il existe une divergence d'intérêt entre propriétaire et travailleurs.
2. L'investissement en capital peut être une barrière importante à l'entrée pour une entreprise. Si une industrie est très intense en capital dans son processus de production, opérer une entreprise demande d'effectuer des investissements financiers importants. D'autres formes d'entreprises ont des avantages structurels à cet égard sur l'économie sociale due à la fragmentation et à la marchandisation des parts de propriété. Par rapport à ces dernières, les entreprises d'économie sociale ont pour l'instant des possibilités de capitalisation limitées, la structure de leur propriété étant collective et non monnayable.

2.2.3 L'indice de rentabilité financière

Afin de permettre l'éclosion de nouvelles entreprises à succès qui seront résilientes dans le temps, il est essentiel de privilégier des secteurs économiques en essor. Nous avons donc conçu un indicateur afin de cibler ces secteurs. Celui-ci est composé de deux sous-indicateurs.

Le premier sous-indicateur de rentabilité est la croissance du chiffre d'affaires de l'ensemble des entreprises du secteur économique au cours des 15 dernières années. Si ce chiffre d'affaires global a connu une augmentation, c'est que le marché pour les produits offerts par l'industrie est en croissance. Autrement, c'est qu'il y a stagnation ou une décroissance du marché. Ces dernières situations représentent des contextes d'affaires très difficiles pour démarrer une entreprise. Dans ce type de marché, la seule façon d'augmenter son chiffre d'affaires est de récupérer des parts de marché aux concurrents. On assistera ainsi à une éviction du marché de nombreuses entreprises afin que l'offre se stabilise par rapport à la demande stagnante ou déclinante. Nous avons établi le rang percentile de la variation du chiffre d'affaires agrégé des industries par rapport aux autres.

Le deuxième sous-indicateur mesure le rendement de l'avoir moyen des 15 dernières années divisé par l'écart-type de ce rendement. Il s'agit ainsi d'une mesure de la rentabilité ajustée au risque d'une industrie. Une industrie ayant un retour sur les capitaux propres important, mais une forte variabilité de ce retour à travers les années pourra ainsi être comparée à une industrie avec un retour plus faible, mais davantage stable. Tout comme pour le premier sous-indicateur, nous avons établi le rang percentile du rendement ajusté au risque d'une industrie par rapport aux autres.

L'indicateur final de rentabilité financière est le percentile de la moyenne simple des deux sous-indicateurs.

2.2.4 L'indice de capacité de financement par prêt

Les entreprises d'économie sociale ne peuvent pas émettre de capital-actions. Ainsi, la seule façon pour un organisme sans but lucratif de lever des capitaux est par l'intermédiaire d'un prêt, qu'il soit sous forme de prêt à terme, de prêt hypothécaire, de marge de crédit ou d'obligation. Les coopératives disposent de la possibilité supplémentaire d'émettre des parts privilégiées. Ces parts exigent généralement d'être remboursées dans un délai de moins de 10 ans et de verser un rendement annuel à leurs porteurs. Elles se rapprochent donc davantage d'un prêt que du capital-actions ordinaire. Ce dernier n'étant jamais remboursable à son détenteur et ne garantit aucun rendement minimal. Cette limite des formes de financement des entreprises d'économie sociale a pour conséquence de poser un frein au potentiel de croissance de ces dernières dans certains secteurs économiques. L'indice de capacité de financement par prêt tente de cibler ceux-ci à l'aide de trois sous-indicateurs.

Le premier mesure l'écart-type du retour sur l'actif de l'ensemble des entreprises du secteur au cours des 15 dernières années. Plus le retour sur l'actif est variable, plus il est difficile de financer l'acquisition des actifs nécessaires aux opérations de l'entreprise à l'aide d'un prêt ou de l'émission de parts privilégiées. Les prêteurs exigeront dans ces situations que l'entreprise ait des revenus substantiellement plus importants que son service de la dette afin de couvrir les années financièrement difficiles. Les capitaux pouvant être levés par emprunt ou par émission de parts privilégiées seront donc nécessairement inférieurs à ceux levés par émission de capital-actions. Les entreprises traditionnelles seront donc avantagées dans ce type d'industrie. Nous avons établi le rang percentile de l'écart-type du rendement de l'actif de chaque industrie par rapport aux autres.

Le deuxième sous-indicateur mesure le rang relatif en percentile de l'intensité en capital d'une industrie par rapport aux autres. Cette intensité est mesurée par le ratio de rotation des actifs qui est calculé en divisant le chiffre d'affaires total de l'industrie par ses actifs totaux. Il mesure donc la quantité de chiffres d'affaires enregistrée par une industrie par unité d'actif en dollars. Plus il est élevé, plus une entreprise génère un chiffre d'affaires élevé par rapport à la quantité d'actif qu'elle emploie. Ainsi, les entreprises ayant un ratio de rotation des actifs plus élevé nécessitent généralement moins d'investissement que celles ayant un ratio plus faible. Elles sont donc plus faciles à démarrer sous forme d'entreprises d'économie sociale.

Le dernier sous-indicateur mesure le ratio de dette par rapport à l'avoir d'une industrie, aussi appelé levier financier. Les industries ayant déjà une proportion élevée de leur actif financée par de la dette sont plus propices au démarrage d'entreprises d'économie sociale. Encore une fois, ce sous-indicateur est établi à l'aide du rang percentile des entreprises.

L'indicateur final de capacité de financement par la dette est constitué de la moyenne simple des sous-indicateurs de rotation des actifs et de levier financier moins l'écart-type de la rotation des actifs pondérés de 50 %, soit la même pondération que les deux premiers sous-indicateurs. Ce dernier sous-indicateur est pondéré négativement puisque plus le retour sur l'actif est variable, plus il est difficile de financer par la dette une entreprise.

2.3 Principaux résultats

Parmi la liste des 50 industries ayant le plus fort potentiel économique pour développer de nouvelles entreprises d'économie sociale, cinq secteurs industriels se démarquent :

1. Les services de construction
2. Les services immobiliers et les services qui les soutiennent
3. Les services aux entreprises
4. Les services d'entreposage et de transport
5. Les services de soins personnels

Parmi cette liste, seuls les trois premiers secteurs font l'objet d'une fiche détaillée. En ce qui concerne les secteurs de l'entreposage et du transport et le secteur des services de soins personnels, moins de cinq industries font partie des 50 industries ayant un environnement économique favorable. Outre le peu d'industries présentes dans les premiers résultats, il semble y avoir peu de problématiques sociales liées aux processus de production de ceux-ci. Nous avons recélé qu'un enjeu, relevant du secteur des services d'entreposage et de transport et qui concerne les services de taxis et les autres services similaires à temps partiel tel Uber ou Lyft. Plusieurs critiques à l'égard des plateformes numériques ont été évoqués quant à l'accumulation et la redistribution des surplus loin des usagers et des conducteurs de voiture embauchés. Les conditions de travail et les retombées sociales sont des enjeux importants de ce segment.

Nous n'excluons toutefois pas qu'une tierce personne y voie là un potentiel intéressant pour une entreprise d'économie sociale s'adressant à un enjeu social qui échappe aux auteurs de la présente étude.

D'autres secteurs industriels qui ne se trouvent pas dans l'analyse détaillée ont toutefois également retenu notre attention. L'ensemble des services professionnels de santé est considéré comme un secteur industriel ayant un environnement économique plutôt favorable et ayant un fort degré d'impact social potentiel. La forte dépendance à l'État de ce secteur industriel limite toutefois la faisabilité de projets d'économie sociale. Les secteurs du tourisme et de la restauration et le secteur de l'exploitation agricole et des pêcheries ont également retenu notre attention. Les indicateurs économiques de ces secteurs restent intéressants et la dimension environnementale et régionale de ces deux secteurs amène un potentiel d'impact social intéressant pour les entrepreneurs sociaux. Nos résultats ne classifiant pas les industries de ces secteurs dans les cinquante premières, nous ne détaillons pas chacun d'entre eux.

2.3.1 Les services de construction

Les services de construction comprennent les entreprises de construction, de réparation et de rénovation de bâtiment et d'ouvrages de génie civil ainsi que le lotissement et l'aménagement de terrain. Ces

entreprises peuvent réaliser des contrats pour un client externe ou pour leur propre compte. Il est fréquent qu'une entreprise sous-traite une partie ou la totalité des travaux à d'autres entreprises spécialisées. Le secteur est ainsi très morcelé avec plus de 25 000 entreprises y œuvrant (Commission de la construction du Québec, 2015). Il est cependant intéressant de noter que plus de 80 % des salaires versés le sont par 4371 entreprises (*Ibid.*). Le secteur représente un pan important de l'économie québécoise contribuant à 6,25 % du PIB du Québec et employant directement plus de 255 000 personnes, soit un emploi sur 20 au Québec (*Ibid.*).

De plus, les emplois qui y sont offerts représentent un segment particulier du marché du travail. En effet, une grande proportion des travailleurs n'ont pas de lien d'emploi permanent avec leur employeur et changent donc souvent d'entreprise. Pour cette raison, le gouvernement a, en 1968, adopté la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'œuvre dans l'industrie de la construction (Loi R-20)* qui encadre l'ensemble du secteur, notamment par la négociation d'une convention collective commune qui inclut la plupart des employés de construction œuvrant sur un chantier. Les salaires et normes de travail sont donc très réglementés.

Finalement, le secteur souffre de nombreux problèmes sociaux et environnementaux. Il y a ainsi un problème aigu d'inclusion des femmes et des minorités visibles. Seulement 1,4 % des ouvriers sont des femmes. Il n'y a pas de statistique sur la présence des minorités visibles, mais leur inclusion est un problème reconnu par la Commission de la construction du Québec (Commission de la construction du Québec, 2009). De plus, le secteur de la conception et de la construction d'ouvrages de génie civil a été ciblé lors de la Commission Charbonneau pour ses nombreuses entreprises adoptant des pratiques illégales ou non conformes à l'éthique. Également, le secteur de la construction est celui qui engendre les pertes fiscales les plus importantes pour le gouvernement du Québec qui les évalue à 1,5 milliard de dollars par année (Revenu Québec, 2015c). Le secteur a également un impact environnemental conséquent. Ainsi, la construction est une source majeure de déchets au Québec. De plus, la consommation d'énergie et d'eau par les bâtiments ainsi que la durabilité des matériaux qui y sont employés ont un impact écologique important.

2.3.2 Les services immobiliers et de location

Ce secteur économique inclut l'ensemble des activités de location d'immeubles résidentiels et non résidentiels ainsi que les services de gestion de propriétés pour des tiers. Il inclut également, dans une proportion moins importante, les agences de courtages immobiliers et d'évaluations agréées. Ce secteur représente 11,5 % du PIB. Puisque la majorité des entreprises du secteur offre des services de location d'immeubles qu'elles détiennent, il s'agit d'un secteur très intensif en capital. Cette intensité va de pair avec un rendement de l'actif relativement stable comparé aux autres secteurs de l'économie. Cette dernière caractéristique permet de financer l'acquisition d'immeubles avec une proportion de dettes très élevée, généralement sous forme de prêt hypothécaire. Des entreprises d'économie sociale peuvent donc s'y développer. On en retrouve déjà plusieurs. Par exemple, la Société de développement Angus (SDA) qui a développé un important parc immobilier commercial à Montréal. Également, le Fonds investissement de Montréal (FIM) a acquis, en partenariat avec l'organisme Bâtir son quartier, plusieurs immeubles résidentiels locatifs à Montréal et ce uniquement avec des investissements privés. Il est également important de mentionner la présence dans le parc de logements québécois d'une grande quantité de coopératives et d'OSBL d'habitations dont la construction fut en partie subventionnée par l'État à travers différents programmes publics et en partie autofinancés par l'intermédiaire de prêts hypothécaires.

Ainsi, le secteur a un impact social considérable. En effet, le logement étant une dépense majeure pour les ménages locataires, le développement d'unités abordables peut contribuer à diminuer leur précarité tout

en assurant la mixité sociale des quartiers. Du côté commercial, l'abordabilité et la qualité des immeubles de commerces de détail et de bureaux peuvent contribuer à la vitalité des rues commerciales, à attirer des entreprises dans certains secteurs et à créer des synergies entre entreprises par la proximité. La création de parcs industriels bien réfléchis ouvre également la porte à différentes mesures de partage de ressources entre entreprises. Finalement, le secteur a un impact écologique important. Par exemple, le choix de la localisation des immeubles a un effet direct sur le mode de transport des usagers. De plus, les techniques d'entretien des bâtiments et le type de rénovations qui y sont apportées peuvent avoir un impact sur leur consommation énergétique, leur consommation d'eau, les déchets qu'ils produisent ou encore sur la création d'îlots de chaleur.

En somme, la stabilité des rendements du secteur et la possibilité de se financer par de la dette ouvrent la porte à de nouveaux entrepreneurs qui ne seront pas obligés d'espérer un financement de l'État afin de lancer leur entreprise. Cependant, les capitaux à lever étant importants, il est essentiel pour ces entrepreneurs d'avoir une expertise solide ou de compter sur des partenaires et des bénévoles ayant la crédibilité nécessaire. Autrement, le sous-secteur de la gestion d'immeubles pour des tiers, qui demande beaucoup moins d'investissement initial, peut s'avérer une porte d'entrée intéressante à l'industrie.

2.3.3 Les services aux entreprises

Les services aux entreprises regroupent les services de surveillance, les services de placement de personnel et de cadres, les centres d'appels téléphoniques, les centres de services aux entreprises et les services administratifs. Une caractéristique commune à la plupart de ces industries est la grande captation de la valeur-travail par les propriétaires d'entreprises due à la hiérarchisation importante du travail.

La seule industrie parmi celles-ci qui a été investie de façon importante par l'économie sociale est l'industrie du service aux entreprises par les centres locaux de développement (CLD). Une restructuration a toutefois eu lieu au Québec en 2015, éliminant plusieurs CLD et transférant le financement qu'ils recevaient vers les municipalités régionales de comté (MRC).

Les industries des services de placement ou de location de personnel et de cadres pourraient offrir de belles opportunités pour les entreprises d'économie sociale. Les emplois créés par ces entreprises peuvent parfois être précaires. Les agences de placement constituant une courroie de transmission entre chercheurs d'emplois et entreprises en manque de personnel, intégrer un modèle collectif à certains milieux vulnérables pourrait générer des retombées sociales intéressantes.

L'industrie de la surveillance et l'industrie de la sécurité ont un impact social important. En effet, les entreprises de ces industries peuvent être l'outil de répression auprès de certains groupes marginalisés. Pourtant, ces services peuvent être essentiels pour bon nombre d'entreprises et de particuliers. Une analyse des façons d'intervenir pourrait apporter des solutions aux enjeux sociaux auxquels ces industries sont confrontées tout en répondant au besoin de sécurité de leurs clients.

Enfin, l'industrie des centres d'appels téléphoniques pourrait aussi bénéficier de l'entrée d'entreprises d'économie sociale, bien que des enjeux majeurs puissent entraver les initiatives de ce secteur. En effet, la question de la « relation client » inhérente à certains segments entraîne des interactions sociales importantes. Par ailleurs, un enjeu économique majeur à moyen terme attend ce secteur : l'automatisation des processus. Aussi, certains segments de l'industrie, notamment ceux dédiés à la vente, seraient plus difficiles à structurer sous une forme collective en raison de la prolifération des commissions de vente.

Enfin, selon notre connaissance de l'industrie des services administratifs, peu d'enjeux sociaux pourraient amener une entreprise collective à avoir un avantage sur les entreprises traditionnelles du secteur.

Principaux constats

La présente étude est un premier effort d'exploration sur les avenues à mettre en place pour développer un nouveau courant d'économie sociale auprès de nouvelles industries. Dans un premier temps nous avons exploré les méthodes de promotion de l'économie sociale et dressé le portrait des entrepreneurs québécois afin de cibler certains enjeux sensibles de communication des principes de l'économie sociale. Nous avons ensuite analysé les statistiques nationales afin d'identifier des industries propices à développer une relève d'entreprises sociales sur la base de caractéristiques favorisant l'émergence d'entreprises en économie sociale.

Une image de marque à construire

Les initiatives de promotion de l'économie sociale existantes au Québec s'adressent souvent à des individus du milieu qui connaissent et adhèrent déjà aux principes de l'économie sociale. En conséquence, le public large est peu rejoint. Des initiatives de promotion à grande diffusion dans les écoles ou dans les médias de masse comme la télévision, la radio et les médias sociaux, pourraient bénéficier aux entrepreneurs sociaux actuels et augmenter la probabilité que les entrepreneurs futurs choisissent une forme d'entrepreneuriat social. Les acteurs de l'économie sociale pourraient s'inspirer d'autres mouvements similaires, notamment les fonds de travailleurs et les coopératives financières qui ont développé, au Québec, des campagnes publicitaires ayant eu un grand succès. Un tel effort de promotion doit passer par une stratégie de communication centrée sur une image de marque pour l'économie sociale qui reste à être raffinée. Un des objectifs de cette stratégie doit être de pouvoir synthétiser une représentation de l'économie sociale en un champ lexical fort et des concepts simples (« produit local », « fait par la collectivité, pour la collectivité », etc.) et éviter un vocabulaire académique basé sur des concepts abstraits (« rendement social », « prise en charge individuelle et collective », « autonomie de gestion »).

Une meilleure utilisation des structures existantes

Une promotion plus fine pourrait aussi être développée auprès des centres entrepreneuriaux classiques afin que les formes d'entreprises de l'économie sociale soient réellement considérées dans les projets en démarrage. Cependant, la valorisation de l'économie sociale dans la culture populaire reste un élément essentiel à ce que cette option motive de nouveaux projets entrepreneuriaux.

Cette promotion doit se faire non seulement par les représentants de l'économie sociale, mais aussi par les structures de soutien à l'entrepreneuriat traditionnel et les autres intervenants économiques, comme les universités et les agences gouvernementales.

Un catalyseur de l'entrepreneuriat

Le tiers des individus qui souhaite potentiellement devenir entrepreneur est en désaccord avec les principes de l'entrepreneuriat traditionnel. Cette proportion est plus importante que chez la population n'ayant pas l'intention de se lancer en affaires. Ainsi, ces individus semblent avoir un idéal entrepreneurial très proche de celui offert par l'économie sociale. En conséquence, une meilleure vitrine pour ce type d'entreprise pourrait favoriser l'entrepreneuriat au Québec en offrant une forme adaptée d'entreprise aux aspirations de ce segment de la population.

Des secteurs prometteurs

D'un autre côté, notre analyse démontre qu'il existe au moins trois secteurs industriels qui comportent un environnement économique particulièrement propice pour de nouveaux entrepreneurs sociaux : l'industrie de la construction, l'industrie des services de gestion immobilière et l'industrie des services aux entreprises. Chacun de ces trois secteurs comporte des enjeux économiques et sociaux qui pourraient bénéficier de l'activité d'entreprises sociales s'y attaquant.

Par ailleurs, si les représentants du mouvement de l'économie sociale étaient intéressés à assister l'implantation de nouveaux projets dans ces secteurs, nous encourageons fortement ceux-ci à entamer un dialogue avec les représentants de ces industries et de produire des études plus ciblées afin d'identifier et d'encadrer des enjeux qui n'ont pas été couverts dans ce rapport et qui pourraient être d'ordre juridique, culturel ou géographique, entre autres.

Bibliographie

- Ahmad, Nadim et Anders Hoffman. 2007. *A Framework for Addressing and Measuring Entrepreneurship*, Paris: OCDE.
- Bager, Torben. 1994. "Isomorphic Processes and the Transformation of Cooperatives", *Annals of Public and Cooperative Economics*, 65(1): 35-57.
- Bouchard, Marie J. (dir.), Damien Rousselière, Cyrille Ferraton, Laetitia Koenig et Valérie Michaud. 2008. *Portrait statistique de l'économie sociale de la région de Montréal*, Chaire de recherche du Canada en économie sociale, UQAM, 87 p.
- Bouchard, Marie J. (dir.), Paulo Cruz Filho et Martin St-Denis. 2011. *Cadre conceptuel pour définir la population statistique de l'économie sociale au Québec*, Chaire de recherche du Canada en économie sociale, UQAM, cahier de recherche no 2011-02, 118 p.
- Chantier de l'économie sociale. 2006. *Rapport du séminaire 'Les jeunes et l'économie sociale' 2006*, 9 p.
- Commission de la construction du Québec. 2009. *Les femmes et les membres de minorités visibles dans l'industrie de la construction*.
- Commission de la construction du Québec. 2015. *Statistiques annuelles de l'industrie de la construction*, Direction de la recherche et de la documentation, en ligne, https://www.ccq.org/~media/PDF/Recherche/StatistiquesHistoriques/2014/Faits_Saillants_2014.ashx, Commission de la construction du Québec. Consulté en août 2016.
- D'Amours, Martine et Marie-Claire Malo. 1999. *Modèle québécois d'économie sociale: reconfiguration du modèle de Desroches*, CRISES, coll. Working Paper, no ET9912, 23 p.
- Dancause, Luc et Richard Morin. 2013. « Governance and the associative sector of the social economy: The partnership between the State and civil society in question », dans Bouchard, Marie J. (dir.) *Innovation and the Social Economy : The Quebec Experience*, University of Toronto Press, p. 1988 à 1998.
- Desroches, Henri. 1983. *Pour un traité de l'économie sociale*, Paris, Ciem, 254 p.
- Demoustier, Danièle. 2002. « Le bénévolat, du militantisme au volontariat », dans *Revue française des affaires sociales*, 2002/4, no 4, p. 97-116
- DiMaggio, Paul J. et Walter Powell. 1983. « The iron cage revisited: institutional isomorphism and collective rationality in organizational fields », *American Sociological Review*, 48 (1983), 147-60.
- Fonteneau, Benedicte, Nancy Neamtan, Frederick Wanyama, Leandro Pereira Morais, Mathieu de Poorter, Carlo Borzaga, Giulia Galera, Tom Fox et Nathaneal Ojong. 2011. *L'Économie sociale et solidaire, notre chemin commun vers le travail décent*, deuxième édition de l'Académie sur l'économie sociale et solidaire, Organisation internationale du travail, 164 p.
- Gouvernement du Québec. 2013. *Loi sur l'économie sociale*, Éditeur officiel du Québec, chapitre E-1.1.1, en ligne,

http://www2.publicationsduquebec.gouv.qc.ca/dynamicSearch/telecharge.php?type=2&file=/E1_1_1/E1_1_1.html, consulté en avril 2016.

- Groupe de travail sur l'économie sociale. 1996. *Rapport Osons la solidarité!*, Sommet sur l'économie et l'emploi, 64 p.
- Hannan, Michael T. 2005. « Ecologies of Organizations: Diversity and Identity », *Journal of Economic Perspectives*, 19(1): 51-70.
- Gauthier, Marc-André. 2014. « Regard sur deux décennies d'évolution du niveau de scolarité de la population québécoise à partir de l'Enquête sur la population active », dans *Coup d'oeil sociodémographique*, Institut de la Statistique du Québec, no. 30, 7 p.
- Jeun'ESS. 2012. *Le programme Jeun'ESS*, en ligne, <http://www.jeun-ess.fr/le-programme-jeuness/>. Consulté en juillet 2016.
- Leiter, Jeffrey. 2005. « Structural Isomorphism in Australian Nonprofit Organizations », *Voluntas:International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 16(1): 1-31.
- Leiter, Jeffrey. 2008. « Nonprofit Isomorphism: An Australia-United States Comparison », *Voluntas:International Journal of Voluntary and Nonprofit Organizations*, 19(1): 67-91.
- Lévesque, Benoît. 2007. *Un siècle et demi d'économie sociale au Québec: plusieurs configurations en présence (1850-2007)*, Montréal, Cahier du CRISES (No ET0703), 79 p.
- Live for good. S/O. *Notre approche*, en ligne, <https://www.live-for-good.org/a-propos>. Consulté en juillet 2016.
- Marchand, Rina, Gabriel Chirita et Mihai Ibanescu. 2015. *Entreprendre, parout pareil au Québec? Indice entrepreneurial québécois 2015*, Fondation de l'entrepreneurship.
- Ministère des relations internationales et de la francophonie. 2013. *Entente de coopération en matière d'économie sociale et solidaire entre le ministre des affaires municipales, des régions et de l'occupation du territoire du Québec et le ministre délégué chargé de l'économie sociale et solidaire et de la consommation de la République française*, en ligne, <http://www.mrif.gouv.qc.ca/content/documents/fr/ententes/2013-02.pdf>, consulté en juillet 2016.
- Neamtan, Nancy. 2002. « The social and solidarity economy: Towards an 'Alternative' Globalization », dans le cadre du symposium *Citizenship and Globalization : Exploring Participation and Democracy in a Global Context*, 14 au 16 juin 2002, 15 p.
- Noiseux, Yanick et Samuel Blouin. 2014. « Transformation du travail au Québec: flexibilité et précarité », dans *Droits et libertés*, vol. 33, no 2
- Observatoire de l'économie sociale. 10 décembre 2015. « El Consejo Europeo aprueba un documento de promoción de la economía social como motor clave del desarrollo económico y social de la Unión Europea », en ligne, <http://www.observatorioeconomiasocial.es/actualidad-observatorio.php?id=3194&PHPSESSID=29d5e9a7b86a7bd638e809e4b330d8de>
- O'Neill, Brenda. 2007. *Indifferent or just different? The political and civic engagement of young people in Canada*, Réseaux canadiens de recherche en politique publiques, 38 p.

- Ressource solidaire. 2014. *Promotion de l'économie sociale et solidaire*, en ligne, <http://www.ressources-solidaires.org/+Promotion-Representation-de-l-ESS+>, consulté en juillet 2016
- Revenu Québec. 2015a. 5.7 *Soutien au travail autonome*, Direction des mesures et services aux entreprises et du placement, en ligne, http://www.emploiquebec.gouv.qc.ca/guide_mesures_services/05_Mesures_progr_Emploi_Quebec/05_7_Soutien_travail_autonome/Guide_STA.pdf, Consulté en août 2016.
- Revenu québec. 2015 b. *Crédit d'impôt relatif aux salaires – R-D*, En ligne, http://www.revenuquebec.ca/fr/sepf/formulaires/rd/rd-1029_7.aspx, consulté en août 2016.
- Revenu Québec. 2015c. *Évasion fiscale dans le secteur de la construction*, en ligne, http://www.revenuquebec.ca/fr/a-propos/evasion_fiscale/construction/. Consulté en juillet 2016.
- Rousselière, Damien et Marie J. Bouchard. 2010. *À propos de l'hétérogénéité des formes organisationnelles de l'économie sociale: isomorphisme vs écologie des organisations en économie sociale*, Chaire de recherche du Canada en économie sociale, UQAM, cahier de recherche no 2010-01, 46 p.
- Sullivan Mort, Gillian, Jay Weerawardena et Kashonia Carnegie. 2002. « Social entrepreneurship: Towards conceptualisation », dans *International Journal of Nonprofit and Voluntary sector Marketing*, vol. 8, no 1, p.76 à 88
- Ticket for change. 2014. *Ticket for... quoi? Résumé en 3 minutes*, en ligne, <http://www.ticketforchange.org/3min/>, consulté en juillet 2016.
- Unis-Cité. S/O. *Rêve et réalise, c'est quoi*, en ligne, <http://www.reve-realise.fr/reve-realise-cest-quoi/>, consulté en juillet 2016

Annexe 1 : Définition de l'économie sociale au Québec

« Le concept d'économie sociale combine deux termes qui sont parfois mis en opposition:

'économie' renvoie à la production concrète de biens ou de services ayant l'entreprise comme forme d'organisation et contribuant à une augmentation nette de la richesse collective

'sociale' réfère à la rentabilité sociale, et non purement économique de ces activités. Cette rentabilité s'évalue par la contribution au développement démocratique, par le soutien d'une citoyenneté active, par la promotion de valeurs et d'initiatives de prise en charge individuelle et collective. La rentabilité sociale contribue donc à l'amélioration de la qualité de vie et du bien-être de la population, notamment par l'offre d'un plus grand nombre de services. Tout comme pour le secteur public et le secteur privé traditionnel, cette rentabilité sociale peut aussi être évaluée en fonction du nombre d'emplois créés.

Pris dans son ensemble, le domaine de l'économie sociale regroupe l'ensemble des activités et organismes, issus de l'entrepreneuriat (sic) collectif, qui s'ordonnent autour des principes et règles de fonctionnement suivants:

L'entreprise de l'économie sociale a pour finalité de servir ses membres ou la collectivité plutôt que de simplement engendrer des profits et viser le rendement financier;

- ▶ Elle a une autonomie de gestion par rapport à l'État;
- ▶ Elle intègre dans ses statuts et ses façons de faire un processus de décision démocratique impliquant usagères et usagers, travailleuses et travailleurs;
- ▶ Elle défend la primauté des personnes et du travail sur le capital dans la répartition de ses surplus et revenus;
- ▶ Elle fonde ses activités sur les principes de la participation, de la prise en charge individuelle et collective.

Le domaine de l'économie sociale recouvre donc l'ensemble des mouvements coopératif et mutualiste et celui des associations. L'économie sociale peut être développée dans tous les secteurs qui répondent aux besoins de la population et de la collectivité. Dans certains de ces secteurs, et plus particulièrement ceux qui répondent à des besoins sociaux, la viabilité découle en partie des contributions de l'État sous diverses formes (contributions directes, subventions aux usagers, ententes négociées, mesures fiscales, etc.). L'économie sociale repose également, en partie, sur l'engagement bénévole des individus et des collectivités.

Les forces de l'économie sociale tiennent à sa capacité de détecter les nouveaux besoins et de les satisfaire, de transformer ces besoins en emplois, de mobiliser les forces et les réseaux les plus divers et les plus nombreux. Elle contribue également à assurer une meilleure utilisation des ressources financières provenant de la distribution étatique et à la démocratisation de la société et à une citoyenneté plus active. » (Groupe de travail sur l'économie sociale, *op. cit.*, p.6-7)

Annexe 2 : Résultats d'analyse statistique

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
1	238140	Entrepreneurs en travaux de maçonnerie	9,49	9,39	9,69	9,24	9,45
2	238320	Entrepreneurs en peinture et tapisserie	9,43	9,45	9,69	9,24	9,45
3	238210	Entrepreneurs en travaux d'électricité et en installation de câblage	9,88	8,81	9,69	9,24	9,41
4	238310	Entrepreneurs en installation de cloisons sèches et travaux d'isolation	9,29	9,24	9,69	9,24	9,37
5	238220	Entrepreneurs en plomberie, chauffage et climatisation	9,86	8,35	9,69	9,24	9,29
6	561722	Services de conciergerie (sauf le nettoyage de vitres)	9,81	9,51	9,54	7,87	9,18
7	238340	Entrepreneurs en pose de carreaux et coulage de terrazzo	8,12	9,49	9,69	9,24	9,14
8	238110	Entrepreneurs en travaux de fondations et de structure en béton coulé	8,57	8,95	9,69	9,24	9,11
9	238330	Entrepreneurs en travaux de revêtements de sol	9,17	8,12	9,69	9,24	9,06
10	238160	Entrepreneurs en travaux de toiture	9,11	8,04	9,69	9,24	9,02
11	561110	Services administratifs de bureau	9,72	8,79	9,54	7,87	8,98
12	561310	Agences de placement et services de recherche de cadres	8,35	9,81	9,54	7,87	8,89
13	238190	Entrepreneurs en autres travaux de fondations, de structure, et d'extérieur de bâtiment	8,47	7,85	9,69	9,24	8,81
14	531212	Bureaux de courtiers en immeubles	9,26	9,03	9,39	7,57	8,81
15	238170	Entrepreneurs en travaux de parements	8,23	8,05	9,69	9,24	8,80
16	238130	Entrepreneurs en charpenterie	7,93	8,21	9,69	9,24	8,77
17	238350	Entrepreneurs en petite menuiserie	9,58	6,37	9,69	9,24	8,72
18	561320	Location de personnel suppléant	7,31	9,98	9,54	7,87	8,68

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
19	238299	Entrepreneurs en installation de tout autre équipement technique	7,27	8,47	9,69	9,24	8,67
20	238120	Entrepreneurs en montage de charpentes d'acier et mise en place de béton préfabriqué	6,59	9,11	9,69	9,24	8,66
21	238910	Entrepreneurs en préparation de terrains	9,79	5,77	9,69	9,24	8,62
22	238990	Tous les autres entrepreneurs spécialisés	9,48	5,9	9,69	9,24	8,58
23	561730	Services d'aménagement paysager	9,82	6,95	9,54	7,87	8,55
24	236220	Construction de bâtiments à usage commercial et institutionnel	9,37	5,87	9,69	9,24	8,54
25	238390	Entrepreneurs en autres travaux de finition de bâtiment	7,75	7,21	9,69	9,24	8,47
26	561612	Services de garde et de patrouille	6,22	9,96	9,54	7,87	8,40
27	531320	Bureaux d'évaluateurs de biens immobiliers	7,03	9,55	9,39	7,57	8,39
28	236110	Construction résidentielle	10	4,57	9,69	9,24	8,38
29	561420	Centres d'appels téléphoniques	6	9,89	9,54	7,87	8,33
30	561621	Services de systèmes de sécurité (sauf les serruriers)	7,76	8,07	9,54	7,87	8,31
31	813410	Organisations civiques et amicales	9,87	8,97	8,03	6,36	8,31
32	236210	Construction de bâtiments et de structures à usage industriel	8,06	6,2	9,69	9,24	8,30
33	238150	Entrepreneurs en travaux de vitrage et de vitrerie	7	7,19	9,69	9,24	8,28
34	237310	Construction de routes, de rues et de ponts	7,86	6,27	9,69	9,24	8,27
35	237990	Autres travaux de génie civil	6,47	7,5	9,69	9,24	8,23
36	493110	Entreposage général	8,3	6,66	8,78	9,09	8,21
37	812115	Salons de beauté	9,83	8,58	8,03	6,36	8,20
38	812116	Salons de coiffure mixtes	9,62	8,78	8,03	6,36	8,20
39	561990	Tous les autres services de soutien	8,99	6,21	9,54	7,87	8,15
40	561430	Centres de services aux entreprises	7,43	7,68	9,54	7,87	8,13
41	488490	Autres activités de soutien au transport routier	8,05	6,58	8,78	9,09	8,13

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
42	561791	Services de nettoyage de conduits et de cheminées	5,9	9,15	9,54	7,87	8,12
43	813310	Organismes d'action sociale	9,01	8,98	8,03	6,36	8,10
44	812320	Services de nettoyage à sec et de blanchissage (sauf le libre-service)	8,72	9,21	8,03	6,36	8,08
45	561721	Services de nettoyage de vitres	5,55	9,29	9,54	7,87	8,06
46	237110	Construction d'aqueducs et d'égouts et structures connexes	6,55	6,76	9,69	9,24	8,06
47	561799	Tous les autres services relatifs aux bâtiments et aux logements	8,26	6,39	9,54	7,87	8,02
48	238291	Entrepreneurs en installation d'ascenseurs et d'escaliers roulants	4,61	8,5	9,69	9,24	8,01
49	488410	Remorquage de véhicules automobiles	7,59	6,54	8,78	9,09	8,00
50	485410	Transport scolaire et transport d'employés par autobus	8,79	9,26	7,12	6,81	8,00
51	311811	Boulangeries de détail	7,48	8,11	8,03	8,33	7,99
52	561622	Serruriers	6,66	7,82	9,54	7,87	7,97
53	114113	Pêche en eau salée	9,05	7,38	9,24	6,21	7,97
54	811310	Réparation et entretien de machines et de matériel d'usage commercial et industriel (sauf les véhicules automobiles et l	9,69	7,52	8,03	6,36	7,90
55	561440	Agences de recouvrement	4,41	9,68	9,54	7,87	7,88
56	722511	Restaurants à service complet	9,98	7,53	4,39	9,54	7,86
57	419120	Agents et courtiers du commerce de gros	9,56	4,45	8,03	9,39	7,86
58	624410	Services de garderie	9,92	9,82	9,69	1,96	7,85
59	813920	Organisations professionnelles	8,66	8,33	8,03	6,36	7,85
60	488511	Agences de transport maritime	4,17	9,31	8,78	9,09	7,84

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
61	237130	Construction de lignes de transmission d'énergie électrique et de télécommunication et structures connexes	4,99	7,4	9,69	9,24	7,83
62	813930	Organisations syndicales	8,9	7,96	8,03	6,36	7,81
63	561710	Services d'extermination et de lutte antiparasitaire	6,26	7,57	9,54	7,87	7,81
64	446130	Magasins de produits optiques	9,06	5,89	7,27	8,93	7,79
65	562990	Tous les autres services de gestion des déchets	5,86	7,81	9,54	7,87	7,77
66	561410	Services de préparation de documents	6,79	6,85	9,54	7,87	7,76
67	812114	Salons de coiffure pour hommes	7,49	9,06	8,03	6,36	7,74
68	811192	Lave-autos	8,53	8,01	8,03	6,36	7,73
69	311814	Boulangeries commerciales et fabrication de produits de boulangerie congelés	6,66	7,87	8,03	8,33	7,72
70	722310	Entrepreneurs en restauration	8,74	8,06	4,39	9,54	7,68
71	562210	Traitement et élimination des déchets	5,69	7,61	9,54	7,87	7,68
72	813910	Associations de gens d'affaires	9,14	7,18	8,03	6,36	7,68
73	561740	Services de nettoyage de tapis et de meubles rembourrés	5,79	7,45	9,54	7,87	7,66
74	722512	Établissements de restauration à service restreint	9,94	6,78	4,39	9,54	7,66
75	488519	Autres intermédiaires en transport de marchandises	8,93	3,84	8,78	9,09	7,66
76	624190	Autres services individuels et familiaux	9,19	9,79	9,69	1,96	7,66
77	415290	Grossistes-distributeurs d'autres pièces et d'accessoires neufs pour véhicules automobiles	8,63	3,67	8,48	9,84	7,66
78	561910	Services d'emballage et d'étiquetage	5,5	7,66	9,54	7,87	7,64
79	621210	Cabinets de dentistes	9,91	8,92	9,69	1,96	7,62
80	562110	Collecte des déchets	7,57	5,47	9,54	7,87	7,61
81	812190	Autres services de soins personnels	9,32	6,56	8,03	6,36	7,57
82	623310	Établissements communautaires de soins pour personnes âgées	9,45	9,17	9,69	1,96	7,57
83	488990	Autres activités de soutien au transport	7	5,38	8,78	9,09	7,56

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomicité	Indice intensité en main- d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
84	621340	Cabinets de physiothérapeutes, d'ergothérapeutes, d'orthophonistes et d'audiologistes	8,76	9,78	9,69	1,96	7,55
85	488390	Autres activités de soutien au transport par eau	3,18	9,12	8,78	9,09	7,54
86	811121	Réparation et entretien de la carrosserie, de la peinture et de l'intérieur de véhicules automobiles	9,61	6,08	8,03	6,36	7,52
87	624120	Services aux personnes âgées et aux personnes ayant une incapacité	8,62	9,77	9,69	1,96	7,51
88	722410	Débits de boissons (alcoolisées)	9,71	6,35	4,39	9,54	7,50
89	418990	Tous les autres grossistes-distributeurs	9,33	3,21	8,03	9,39	7,49
90	621110	Cabinets de médecins	9,97	8,29	9,69	1,96	7,48
91	453310	Magasins de marchandises d'occasion	7,99	5,67	7,27	8,93	7,47
92	453110	Fleuristes	8,82	4,82	7,27	8,93	7,46
93	811420	Rembourrage et réparation de meubles	7,71	7,74	8,03	6,36	7,46
94	624310	Services de réadaptation professionnelle	8,25	9,92	9,69	1,96	7,46
95	624110	Services à l'enfance et à la jeunesse	8,38	9,75	9,69	1,96	7,45
96	561920	Organisateurs de congrès, de salons et de foires commerciales	7,13	5,23	9,54	7,87	7,44
97	561490	Autres services de soutien aux entreprises	6,01	6,32	9,54	7,87	7,44
98	488190	Autres activités de soutien au transport aérien	5,18	6,67	8,78	9,09	7,43
99	811111	Réparations générales de véhicules automobiles	9,93	5,34	8,03	6,36	7,42
100	811210	Réparation et entretien de matériel électronique et de matériel de précision	8,53	6,68	8,03	6,36	7,40
101	531310	Gestionnaires de biens immobiliers	9,55	3,07	9,39	7,57	7,40
102	414110	Grossistes-distributeurs de vêtements et d'accessoires vestimentaires	8,92	3,22	8,03	9,39	7,39
103	237210	Lotissement de terrains	8,26	2,35	9,69	9,24	7,39
104	611690	Tous les autres établissements d'enseignement et de formation	8,86	9,01	9,69	1,96	7,38

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
105	414520	Grossistes-distributeurs d'articles de toilette, de cosmétiques et d'autres produits	7,97	4,08	8,03	9,39	7,37
106	339110	Fabrication de fournitures et de matériel médicaux	8,43	7,97	5,15	7,87	7,36
107	722320	Traiteurs	8,87	6,57	4,39	9,54	7,34
108	418410	Grossistes-distributeurs de produits chimiques et de produits analogues (sauf agricoles)	8,22	3,65	8,03	9,39	7,32
109	441310	Magasins de pièces et d'accessoires pour véhicules automobiles	9,15	3,57	6,51	10	7,31
110	484210	Déménagement de biens usagés de maison et de bureau	7,31	7,9	7,12	6,81	7,29
111	561330	Location de personnel permanent	1,67	10	9,54	7,87	7,27
112	446110	Pharmacies	9,46	3,38	7,27	8,93	7,26
113	531120	Bailleurs d'immeubles non résidentiels (sauf les mini-entrepôts)	9,76	2,32	9,39	7,57	7,26
114	561450	Agences d'évaluation du crédit	2,8	8,82	9,54	7,87	7,26
115	812910	Soins pour animaux de maison (sauf vétérinaires)	6,97	7,63	8,03	6,36	7,25
116	813210	Fondations et organismes de charité	8,49	6,11	8,03	6,36	7,25
117	485990	Autres services de transport en commun et de transport terrestre de voyageurs	6,25	8,77	7,12	6,81	7,24
118	811119	Autres services de réparation et d'entretien mécaniques et électriques de véhicules automobiles	8,37	6,14	8,03	6,36	7,23
119	453910	Animaleries et magasins de fournitures pour animaux	8,52	4,14	7,27	8,93	7,22
120	488339	Autres services de navigation pour le transport par eau	1,03	9,91	8,78	9,09	7,20
121	561510	Agences de voyage	9,22	2,16	9,54	7,87	7,20
122	811412	Réparation et entretien d'appareils ménagers	8	6,38	8,03	6,36	7,19
123	453220	Magasins de cadeaux, d'articles de fantaisie et de souvenirs	8,98	3,57	7,27	8,93	7,19
124	812210	Salons funéraires	8,4	5,95	8,03	6,36	7,19
125	531112	Bailleurs d'ensembles de logements sociaux	9,13	2,6	9,39	7,57	7,17

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
126	713940	Centres de sports récréatifs et de conditionnement physique	9,03	8,28	6,51	4,84	7,17
127	111421	Culture en pépinière et arboriculture	7,84	5,36	9,24	6,21	7,16
128	488210	Activités de soutien au transport ferroviaire	3,43	7,29	8,78	9,09	7,15
129	812310	Blanchisseries et nettoyeurs à sec libre-service	5,69	8,44	8,03	6,36	7,13
130	453999	Tous les autres magasins de détail divers (sauf les magasins de matériel pour la fabrication de la bière et du vin)	9,36	2,95	7,27	8,93	7,13
131	446120	Magasins de cosmétiques, de produits de beauté et de parfums	8,38	3,9	7,27	8,93	7,12
132	488320	Manutention du fret maritime	3,67	6,89	8,78	9,09	7,11
133	446199	Magasins de tous les autres produits de santé et de soins personnels	7,17	5,03	7,27	8,93	7,10
134	111330	Culture de noix et de fruits (sauf les agrumes)	8,44	4,47	9,24	6,21	7,09
135	111994	Production de sirop d'érable et d'autres produits de l'érable	8,84	4,05	9,24	6,21	7,09
136	623222	Maisons pour personnes souffrant de troubles psychiques	6,85	9,84	9,69	1,96	7,09
137	414130	Grossistes-distributeurs de tissus à la pièce et d'articles de mercerie	7,36	3,56	8,03	9,39	7,09
138	531111	Bailleurs d'immeubles résidentiels et de logements (sauf les ensembles de logements sociaux)	9,64	1,73	9,39	7,57	7,08
139	114114	Pêche dans les eaux intérieures	5,5	7,34	9,24	6,21	7,07
140	484110	Transport local par camion de marchandises diverses	9,85	4,5	7,12	6,81	7,07
141	415310	Grossistes-distributeurs de pièces et d'accessoires d'occasion pour véhicules automobiles	5,55	4,38	8,48	9,84	7,06
142	488310	Opérations portuaires	3,23	7,09	8,78	9,09	7,05
143	441320	Marchands de pneus	7,91	3,75	6,51	10	7,04
144	611610	Écoles des beaux-arts	7,88	8,59	9,69	1,96	7,03
145	414510	Grossistes-distributeurs de produits et fournitures pharmaceutiques	5,5	5,13	8,03	9,39	7,01

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
146	623110	Établissements de soins infirmiers	6,77	9,62	9,69	1,96	7,01
147	621494	Centres communautaires de soins de santé	6,5	9,87	9,69	1,96	7,01
148	445291	Boulangeries-pâtisseries	8,03	6,33	8,63	5	7,00
149	484121	Transport par camion de marchandises diverses sur de longues distances, charge complète	9,65	4,41	7,12	6,81	7,00
150	414390	Grossistes-distributeurs d'autres accessoires de maison	7,09	3,46	8,03	9,39	6,99
151	562920	Installations de récupération de matériaux	3,23	7,31	9,54	7,87	6,99
152	448310	Bijouteries	9,42	4,58	6,21	7,72	6,98
153	531211	Agents immobiliers	8,65	2,3	9,39	7,57	6,98
154	339950	Fabrication d'enseignes	6,92	7,91	5,15	7,87	6,96
155	623999	Tous les autres établissements de soins pour bénéficiaires internes	6,48	9,72	9,69	1,96	6,96
156	111422	Floriculture	7,38	5,01	9,24	6,21	6,96
157	493190	Autres activités d'entreposage	5,36	4,56	8,78	9,09	6,95
158	414410	Grossistes-distributeurs de bijoux et de montres	6,74	3,6	8,03	9,39	6,94
159	484221	Transport local par camion de vrac liquide	7,34	6,48	7,12	6,81	6,94
160	811122	Ateliers de remplacement de glaces et de pare-brise	8	5,33	8,03	6,36	6,93
161	441120	Marchands d'automobiles d'occasion	9,28	1,89	6,51	10	6,92
162	621420	Centres de soins ambulatoires pour personnes atteintes de troubles mentaux, d'alcoolisme et de toxicomanie	6,34	9,69	9,69	1,96	6,92
163	111219	Autres cultures de légumes et de melons (sauf de pommes de terre)	8,07	4,13	9,24	6,21	6,91
164	448120	Magasins de vêtements pour femmes	9,73	3,96	6,21	7,72	6,91
165	611430	Formation professionnelle et perfectionnement en gestion	6,89	9,05	9,69	1,96	6,90
166	484222	Transport local par camion de vrac solide	9,34	4,31	7,12	6,81	6,90
167	611110	Écoles primaires et secondaires	6,05	9,88	9,69	1,96	6,90

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
168	611510	Écoles techniques et écoles de métiers	7,19	8,72	9,69	1,96	6,89
169	446191	Magasins de suppléments alimentaires (aliments de santé)	8,13	3,23	7,27	8,93	6,89
170	112120	Élevage de bovins laitiers et production laitière	9,95	2,14	9,24	6,21	6,89
171	611620	Formation athlétique	7,69	8,2	9,69	1,96	6,89
172	721114	Motels	7,9	7,07	3,93	8,63	6,88
173	414470	Grossistes-distributeurs d'articles de divertissement et de sport	6,59	3,51	8,03	9,39	6,88
174	484229	Transport local par camion d'autres marchandises spéciales (sauf les biens usagés)	7,49	6,05	7,12	6,81	6,87
175	332710	Ateliers d'usinage	8,94	8,67	5,15	4,69	6,86
176	492210	Services locaux de messagers et de livraison	8,1	5,41	7,12	6,81	6,86
177	237120	Construction d'oléoducs et de gazoducs et structures connexes	2,93	5,56	9,69	9,24	6,86
178	441220	Marchands de motocyclettes, de bateaux et d'autres véhicules automobiles	8,46	2,45	6,51	10	6,86
179	339990	Toutes les autres activités diverses de fabrication	8,28	6,09	5,15	7,87	6,85
180	624210	Services communautaires d'alimentation	6,12	9,6	9,69	1,96	6,84
181	414420	Grossistes-distributeurs de livres, de périodiques et de journaux	6,99	2,94	8,03	9,39	6,84
182	721111	Hôtels	8,14	6,61	3,93	8,63	6,83
183	484223	Transport local par camion de produits forestiers	8,56	4,81	7,12	6,81	6,83
184	418210	Grossistes-distributeurs de papeterie et de fournitures de bureau	6,38	3,48	8,03	9,39	6,82
185	811490	Autres services de réparation et d'entretien d'articles personnels et ménagers	8,58	4,28	8,03	6,36	6,81
186	721112	Auberges routières	6,38	8,26	3,93	8,63	6,80
187	441110	Marchands d'automobiles neuves	8,36	2,27	6,51	10	6,79
188	418110	Grossistes-distributeurs de métaux recyclables	7,09	2,62	8,03	9,39	6,78
189	448210	Magasins de chaussures	9,39	3,8	6,21	7,72	6,78
190	624220	Services communautaires d'hébergement	5,63	9,83	9,69	1,96	6,78

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
191	447190	Autres stations-service	9,54	2,26	7,87	7,42	6,77
192	721213	Camps récréatifs et de vacances (sauf de chasse et de pêche)	5,38	9,14	3,93	8,63	6,77
193	447110	Stations-service avec dépanneurs	9,68	2,06	7,87	7,42	6,76
194	561590	Autres services de préparation de voyages et de réservation	5,63	3,99	9,54	7,87	6,76
195	713910	Terrains de golf et country clubs	6,9	8,71	6,51	4,84	6,74
196	111419	Autres cultures vivrières en serre	5,3	6,16	9,24	6,21	6,73
197	111993	Culture mixte de fruits et de légumes	7,27	4,19	9,24	6,21	6,73
198	811112	Réparation de systèmes d'échappement de véhicules automobiles	5,46	7,06	8,03	6,36	6,73
199	448140	Magasins de vêtements pour la famille	9,51	3,45	6,21	7,72	6,72
200	443143	Magasins d'appareils ménagers, de téléviseurs et d'autres appareils électroniques	9,59	3,5	4,09	9,69	6,72
201	623993	Maisons pour les handicapés physiques ou les personnes ayant une incapacité	5,41	9,74	9,69	1,96	6,70
202	611630	Écoles de langues	5,61	9,54	9,69	1,96	6,70
203	623991	Maisons de transition pour femmes	5,21	9,94	9,69	1,96	6,70
204	562910	Services d'assainissement	4,08	5,29	9,54	7,87	6,70
205	115110	Activités de soutien aux cultures agricoles	7,65	3,61	9,24	6,21	6,68
206	443144	Magasins d'ordinateurs et de logiciels	8,64	4,29	4,09	9,69	6,68
207	418220	Grossistes-distributeurs d'autres papiers et de produits en plastique jetables	6,48	2,79	8,03	9,39	6,67
208	442298	Magasins de tous les autres accessoires de maison	8,82	4,09	4,09	9,69	6,67
209	531390	Autres activités liées à l'immobilier	7,08	2,65	9,39	7,57	6,67
210	112210	Élevage de porcs	9,47	1,75	9,24	6,21	6,67
211	623992	Maisons pour enfants perturbés affectivement	5,09	9,93	9,69	1,96	6,67
212	448150	Magasins d'accessoires vestimentaires	7,8	4,93	6,21	7,72	6,67
213	713990	Tous les autres services de divertissement et de loisirs	9,25	6,06	6,51	4,84	6,67

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomicité	Indice intensité en main- d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
214	454210	Exploitants distributeurs automatiques	de 6,42	4,03	7,27	8,93	6,66
215	311614	Fonte des graisses animales et transformation de la viande provenant de carcasses	4,82	5,43	8,03	8,33	6,65
216	623210	Établissements résidentiels pour handicaps liés au développement	5,21	9,7	9,69	1,96	6,64
217	111999	Toutes les autres cultures agricoles diverses	8,59	2,5	9,24	6,21	6,64
218	492110	Messageries	8,09	4,52	7,12	6,81	6,64
219	418930	Grossistes-distributeurs de marchandises d'occasion (sauf les machines et les produits automobiles)	1,31	7,8	8,03	9,39	6,63
220	712190	Parcs naturels et autres institutions similaires	5,82	9,35	6,51	4,84	6,63
221	453210	Magasins de fournitures de bureau et de papeterie	6,94	3,33	7,27	8,93	6,62
222	721198	Tous les autres services d'hébergement des voyageurs	6,11	7,77	3,93	8,63	6,61
223	112991	Élevage mixte d'animaux	9,08	1,9	9,24	6,21	6,61
224	621510	Laboratoires médicaux et d'analyses diagnostiques	7,19	7,59	9,69	1,96	6,61
225	484239	Transport par camion d'autres marchandises spéciales sur de longues distances (sauf les biens usagés)	7,24	5,19	7,12	6,81	6,59
226	311990	Fabrication de tous les autres aliments	5,1	4,89	8,03	8,33	6,59
227	713950	Salles de quilles	7,58	7,39	6,51	4,84	6,58
228	418390	Grossistes-distributeurs de produits chimiques et autres fournitures agricoles	6,3	2,59	8,03	9,39	6,58
229	484233	Transport par camion de produits forestiers sur de longues distances	7,78	4,6	7,12	6,81	6,58
230	721113	Centres de villégiature	5,82	7,93	3,93	8,63	6,58
231	812220	Cimetières et crématoriums	4,01	7,88	8,03	6,36	6,57
232	621320	Cabinets d'optométristes	8,33	6,25	9,69	1,96	6,56
233	442110	Magasins de meubles	9,04	3,4	4,09	9,69	6,56
234	721211	Parcs pour véhicules de plaisance et campings	8,29	5,37	3,93	8,63	6,56

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
235	812330	Fourniture de linge et d'uniformes	3,67	8,1	8,03	6,36	6,54
236	452999	Magasins divers de tout autres fournitures de tout genre	9,27	2,93	6,21	7,72	6,53
237	484231	Transport par camion de vrac liquide sur de longues distances	6,68	5,52	7,12	6,81	6,53
238	415110	Grossistes-distributeurs d'automobiles et camions légers neufs et d'occasion	5,95	1,84	8,48	9,84	6,53
239	115310	Activités de soutien à la foresterie	8,5	7,73	2,72	7,12	6,52
240	621310	Cabinets de chiropraticiens	8,89	5,53	9,69	1,96	6,52
241	561210	Services de soutien d'installations	1,03	7,62	9,54	7,87	6,52
242	711512	Acteurs, comédiens et interprètes indépendants	7,67	7,02	6,51	4,84	6,51
243	414120	Grossistes-distributeurs de chaussures	5,2	3,41	8,03	9,39	6,51
244	448110	Magasins de vêtements pour hommes	8,48	3,62	6,21	7,72	6,51
245	811430	Réparation de chaussures et de maroquinerie	6,46	5,18	8,03	6,36	6,51
246	454390	Autres établissements de vente directe	7,64	2,18	7,27	8,93	6,51
247	339910	Fabrication de bijoux et de pièces d'argenterie	6,7	6,28	5,15	7,87	6,50
248	415210	Grossistes-distributeurs de pneus	5,02	2,66	8,48	9,84	6,50
249	721212	Camps de chasse et de pêche	7,96	5,48	3,93	8,63	6,50
250	623221	Établissements résidentiels pour alcoolisme et de toxicomanie	4,69	9,65	9,69	1,96	6,50
251	621390	Cabinets de tous les autres praticiens	9,08	5,25	9,69	1,96	6,50
252	115210	Activités de soutien à l'élevage	6,26	4,26	9,24	6,21	6,49
253	721310	Maisons de chambres et pensions de famille	5,92	7,49	3,93	8,63	6,49
254	813990	Autres associations	8,77	2,81	8,03	6,36	6,49
255	414220	Grossistes-distributeurs d'appareils ménagers	4,99	3,55	8,03	9,39	6,49
256	451130	Magasins d'articles de couture et de travaux d'aiguille et de tissus à la pièce	6,94	5,08	6,21	7,72	6,49
257	532290	Location d'autres biens de consommation	6,57	6,96	5,75	6,66	6,49
258	485310	Services de taxi	9,44	2,55	7,12	6,81	6,48

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
259	484122	Transport par camion de marchandises diverses sur de longues distances, charge partielle	7,09	4,87	7,12	6,81	6,47
260	445210	Boucheries	9,01	3,24	8,63	5	6,47
261	621610	Services de soins de santé à domicile	4,21	9,97	9,69	1,96	6,46
262	445310	Magasins de bière, de vin et de spiritueux	8,53	3,66	8,63	5	6,46
263	453920	Marchands d'oeuvres d'art	6,84	2,78	7,27	8,93	6,46
264	112110	Élevage de bovins de boucherie, y compris l'exploitation de parcs d'engraissement	8,67	1,69	9,24	6,21	6,45
265	532210	Location d'appareils électroniques domestiques et d'appareils ménagers	4,3	9,1	5,75	6,66	6,45
266	415120	Grossistes-distributeurs de camions, de tracteurs routiers et d'autobus	4,27	3,19	8,48	9,84	6,45
267	811411	Réparation et entretien de matériel de maison et de jardin	7,14	4,15	8,03	6,36	6,42
268	711513	Écrivains et auteurs indépendants	7,29	7,01	6,51	4,84	6,41
269	445110	Supermarchés et autres épiceries (sauf les dépanneurs)	9,52	2,49	8,63	5	6,41
270	414320	Grossistes-distributeurs de revêtements de sol	4,69	3,52	8,03	9,39	6,41
271	812990	Tous les autres services personnels	6,69	4,55	8,03	6,36	6,41
272	417310	Grossistes-distributeurs d'ordinateurs, de périphériques et de logiciels de série	7,77	5,12	4,24	8,48	6,40
273	442210	Magasins de revêtements de sol	7,78	4,04	4,09	9,69	6,40
274	484232	Transport par camion de vrac solide sur de longues distances	6,97	4,7	7,12	6,81	6,40
275	414460	Grossistes-distributeurs de jouets et d'articles de passe-temps	5,05	3,08	8,03	9,39	6,39
276	418310	Grossistes-distributeurs d'aliments pour animaux d'élevage	6,04	2,07	8,03	9,39	6,38
277	532230	Location de bandes et de disques vidéo	8,7	4,42	5,75	6,66	6,38
278	448130	Magasins de vêtements pour enfants et bébés	7,83	3,74	6,21	7,72	6,38
279	311615	Transformation de la volaille	3,32	5,81	8,03	8,33	6,37

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
280	445120	Dépanneurs	9,89	1,93	8,63	5	6,36
281	812930	Stationnements et garages	6,38	4,65	8,03	6,36	6,36
282	711111	Compagnies de théâtre (sauf de comédie musicale)	6,79	7,28	6,51	4,84	6,36
283	621499	Tous les autres centres de soins ambulatoires	5,95	7,78	9,69	1,96	6,35
284	493120	Entreposage frigorifique	4,3	3,13	8,78	9,09	6,33
285	531190	Bailleurs d'autres biens immobiliers	5,92	2,41	9,39	7,57	6,32
286	451310	Librairies et marchands de journaux	7,86	3,47	6,21	7,72	6,32
287	621410	Centres de planification familiale	3,93	9,67	9,69	1,96	6,31
288	722330	Cantines et comptoirs mobiles	7,19	4,12	4,39	9,54	6,31
289	445299	Tous les autres magasins d'alimentation spécialisée	7,74	3,83	8,63	5	6,30
290	112320	Élevage de poulets à griller et d'autres volailles d'abattage	7,95	1,74	9,24	6,21	6,29
291	416120	Grossistes-distributeurs de matériel et fournitures de plomberie, de chauffage et de climatisation	8,2	4,37	6,06	6,51	6,29
292	113312	Exploitation forestière à forfait	9,18	6,04	2,72	7,12	6,27
293	417320	Grossistes-distributeurs de composants électroniques, matériel et fournitures de navigation et de communication	7,85	4,48	4,24	8,48	6,26
294	611210	Collèges communautaires et cégeps	4,21	9,16	9,69	1,96	6,26
295	111190	Autres cultures céréalières	7,69	1,87	9,24	6,21	6,25
296	311410	Fabrication d'aliments congelés	2,66	5,96	8,03	8,33	6,25
297	332810	Revêtement, gravure, traitement thermique et activités analogues	6,05	9,08	5,15	4,69	6,24
298	532490	Location et location à bail d'autres machines et matériel d'usage commercial et industriel	7,39	5,15	5,75	6,66	6,24
299	332329	Fabrication d'autres produits métalliques et d'architecture	7,16	7,95	5,15	4,69	6,24
300	417230	Grossistes-distributeurs de machines, matériel et fournitures industriels	9,38	3,43	6,36	5,75	6,23

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
301	414330	Grossistes-distributeurs de linge de maison, de tentures et d'autres textiles domestiques	3,67	3,79	8,03	9,39	6,22
302	533110	Bailleurs de biens incorporels non financiers (sauf les oeuvres protégées par le droit d'auteur)	5,41	7,05	5,75	6,66	6,22
303	311611	Abattage d'animaux (sauf les volailles)	4,3	4,18	8,03	8,33	6,21
304	415190	Grossistes-distributeurs de véhicules de plaisance et d'autres véhicules automobiles	4,3	2,22	8,48	9,84	6,21
305	416330	Grossistes-distributeurs d'articles de quincaillerie	8,07	4,2	6,06	6,51	6,21
306	339920	Fabrication d'articles de sport et d'athlétisme	5,02	6,77	5,15	7,87	6,20
307	311920	Fabrication de café et de thé	2,53	5,91	8,03	8,33	6,20
308	111150	Culture du maïs	7,47	1,88	9,24	6,21	6,20
309	611710	Services de soutien à l'enseignement	5,73	7,42	9,69	1,96	6,20
310	532310	Centres de location d'articles divers	7,03	5,32	5,75	6,66	6,19
311	112510	Aquaculture	4,49	4,8	9,24	6,21	6,19
312	561520	Voyagistes	4,9	2,42	9,54	7,87	6,18
313	111211	Culture de pommes de terre	6,7	2,57	9,24	6,21	6,18
314	311710	Préparation et conditionnement de poissons et de fruits de mer	3,63	4,71	8,03	8,33	6,18
315	441210	Marchands de véhicules de plaisance	5,86	2,28	6,51	10	6,16
316	445292	Confiseries et magasins de noix	6,79	4,22	8,63	5	6,16
317	311940	Fabrication d'assaisonnements et de vinaigrettes	3,53	4,69	8,03	8,33	6,15
318	451120	Magasins d'articles de passe-temps, de jouets et de jeux	7,68	2,97	6,21	7,72	6,15
319	453992	Magasins de matériel pour la fabrication de la bière et du vin	5,32	3,03	7,27	8,93	6,14
320	712120	Lieux historiques et d'intérêt patrimonial	4,76	8,43	6,51	4,84	6,14
321	314990	Usines de tous les autres produits textiles	5,67	8,68	1,36	8,78	6,12
322	414210	Grossistes-distributeurs de matériel de divertissement au foyer	3,88	3,16	8,03	9,39	6,12

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
323	333519	Fabrication d'autres machines-outils pour le travail du métal	5,95	8,57	5,15	4,69	6,09
324	712119	Autres musées	4,82	8,14	6,51	4,84	6,08
325	442292	Magasins de matériel d'encadrement	5,69	4,76	4,09	9,69	6,06
326	311420	Mise en conserve, marinage et séchage de fruits et de légumes	3,93	3,91	8,03	8,33	6,05
327	448320	Magasins de bagages et de maroquinerie	7,15	3,12	6,21	7,72	6,05
328	454312	Marchands de gaz de pétrole liquéfiés (gaz en bouteille)	5,1	2,88	7,27	8,93	6,05
329	491110	Services postaux	5,05	5,2	7,12	6,81	6,05
330	451140	Magasins d'instruments et de fournitures de musique	6,19	4,02	6,21	7,72	6,04
331	442291	Magasins de garnitures de fenêtres	6,08	4,27	4,09	9,69	6,03
332	112910	Apiculture	4,21	4,46	9,24	6,21	6,03
333	531130	Mini-entrepôts libre-service	4,17	2,99	9,39	7,57	6,03
334	311119	Fabrication d'autres aliments pour animaux	5,73	2,02	8,03	8,33	6,03
335	416110	Grossistes-distributeurs de fils et de fournitures électriques de construction	8,19	3,35	6,06	6,51	6,03
336	314910	Usines de sacs en textile et de grosse toile	5,41	8,52	1,36	8,78	6,02
337	712111	Musées d'art publics	4,27	8,41	6,51	4,84	6,01
338	416390	Grossistes-distributeurs d'autres fournitures spéciales de construction	7,89	3,53	6,06	6,51	6,00
339	483214	Transport sur les eaux intérieures par traversier	1,03	9,02	7,12	6,81	6,00
340	541514	Conception de systèmes informatiques et services connexes	9,96	9,48	3,63	0,9	5,99
341	339940	Fabrication de fournitures de bureau (sauf la papeterie)	3,88	6,99	5,15	7,87	5,97
342	337123	Fabrication d'autres meubles de maison en bois	9,07	7,25	1,66	5,9	5,97
343	221310	Réseaux d'aqueduc et systèmes d'irrigation	4,3	8,83	3,78	6,96	5,97
344	333511	Fabrication de moules industriels	4,61	9,34	5,15	4,69	5,95
345	445230	Marchés de fruits et de légumes	7,46	2,69	8,63	5	5,95
346	713920	Centres de ski	4,17	8,17	6,51	4,84	5,92
347	541212	Cabinets de comptables	9,74	9,41	3,63	0,9	5,92

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
348	413190	Grossistes-distributeurs d'autres produits alimentaires spéciaux	9,24	2,46	4,69	7,27	5,92
349	541330	Services de génie	9,63	9,46	3,63	0,9	5,91
350	414310	Grossistes-distributeurs de porcelaine, verrerie, faïence et poterie	3,32	2,85	8,03	9,39	5,90
351	811199	Tous les autres services de réparation et d'entretien de véhicules automobiles	4,9	4,24	8,03	6,36	5,88
352	333310	Fabrication de machines pour le commerce et les industries de services	6,01	7,64	5,15	4,69	5,87
353	444190	Marchands d'autres matériaux de construction	8,85	3,88	6,81	3,93	5,87
354	711410	Agents et représentants d'artistes, d'athlètes et d'autres personnalités publiques	7,03	5,09	6,51	4,84	5,87
355	418320	Grossistes-distributeurs de semences	3,67	2,36	8,03	9,39	5,86
356	611420	Formation en informatique	4,56	7,23	9,69	1,96	5,86
357	483116	Transport hauturier, côtier et sur les grands lacs par traversier	0,84	8,64	7,12	6,81	5,85
358	113311	Exploitation forestière (sauf à forfait)	8,73	4,84	2,72	7,12	5,85
359	332113	Forgeage	5,18	8,38	5,15	4,69	5,85
360	311520	Fabrication de crème glacée et de desserts congelés	2,18	4,85	8,03	8,33	5,85
361	515110	Radiodiffusion	6,94	9,64	2,42	4,39	5,85
362	112310	Production d'oeufs de poules	5,95	1,98	9,24	6,21	5,85
363	541215	Services de tenue de livres et de paye et services connexes	9,35	9,5	3,63	0,9	5,85
364	112920	Élevage de chevaux et d'autres équidés	5,9	1,95	9,24	6,21	5,83
365	711311	Exploitants de théâtres et autres diffuseurs d'événements artistiques avec installations	5,3	6,63	6,51	4,84	5,82
366	112930	Élevage d'animaux à fourrure et de lapins	3,07	4,74	9,24	6,21	5,82
367	624230	Services d'urgence et autres secours	2,18	9,43	9,69	1,96	5,82
368	418910	Grossistes-distributeurs de billes et de copeaux de bois	3,6	2,17	8,03	9,39	5,80
369	622310	Hôpitaux spécialisés (sauf psychiatriques et pour alcooliques et toxicomanes)	1,67	9,86	9,69	1,96	5,80

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
370	485320	Services de limousine	4,13	5,06	7,12	6,81	5,78
371	417110	Grossistes-distributeurs de machines et matériel pour l'agriculture, l'entretien des pelouses et le jardinage	8,16	2,84	6,36	5,75	5,78
372	485510	Services d'autobus nolisés	2,96	6,19	7,12	6,81	5,77
373	532111	Location de voitures particulières	8,14	2,51	5,75	6,66	5,77
374	454319	Autres marchands de combustible	4,76	2,09	7,27	8,93	5,76
375	418190	Grossistes-distributeurs d'autres matières recyclables	5,61	0	8,03	9,39	5,76
376	541611	Services de conseils en gestion administrative et générale	9,75	8,73	3,63	0,9	5,75
377	448191	Magasins de fourrures	5,32	3,71	6,21	7,72	5,74
378	454311	Marchands de mazout de chauffage	4,82	1,94	7,27	8,93	5,74
379	332319	Fabrication d'autres tôles fortes et éléments de charpentes	5,73	7,35	5,15	4,69	5,73
380	445220	Poissonneries	6,36	2,9	8,63	5	5,72
381	419110	Commerce électronique de gros entre entreprises	2,18	3,26	8,03	9,39	5,72
382	532410	Location et location à bail de machines et matériel pour la construction, le transport, l'extraction minière et la fores	7,39	3,04	5,75	6,66	5,71
383	337110	Fabrication d'armoires et de comptoirs de cuisine en bois	8,45	6,81	1,66	5,9	5,71
384	416210	Grossistes-distributeurs de métaux et de produits métalliques	7,44	2,8	6,06	6,51	5,70
385	111140	Culture du blé	5,63	1,71	9,24	6,21	5,70
386	541310	Services d'architecture	8,68	9,58	3,63	0,9	5,70
387	485210	Transport interurbain et rural par autocar	1,67	7,1	7,12	6,81	5,68
388	713930	Marinas	5,41	5,94	6,51	4,84	5,68
389	721191	Gîtes touristiques	6,79	3,32	3,93	8,63	5,67
390	493130	Entreposage de produits agricoles	2,42	2,38	8,78	9,09	5,67
391	444120	Magasins de peinture et de papier peint	7,51	4,34	6,81	3,93	5,65
392	112410	Élevage de moutons	4,87	2,25	9,24	6,21	5,64
393	541690	Autres services de conseils scientifiques et techniques	9,12	8,9	3,63	0,9	5,64

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
394	416320	Grossistes-distributeurs de bois d'oeuvre, de contreplaqués et de menuiseries préfabriquées	7,36	2,61	6,06	6,51	5,64
395	487210	Transport par eau de tourisme et d'agrément	3,6	4,98	7,12	6,81	5,63
396	333990	Fabrication de toutes les autres machines d'usage général	6,19	6,44	5,15	4,69	5,62
397	541612	Services de conseils en ressources humaines	8,3	9,63	3,63	0,9	5,62
398	712130	Jardins zoologiques et botaniques	2,8	8,31	6,51	4,84	5,62
399	332118	Estampage	3,93	8,65	5,15	4,69	5,61
400	444130	Quincailleries	8,69	2,98	6,81	3,93	5,60
401	482113	Transport ferroviaire de marchandises sur ligne principale	2,8	5,63	7,12	6,81	5,59
402	532220	Location de vêtements de cérémonie et de costumes	2,8	7,15	5,75	6,66	5,59
403	332210	Fabrication de coutellerie et d'outils à main	4,61	7,86	5,15	4,69	5,58
404	622210	Hôpitaux psychiatriques et hôpitaux pour alcooliques et toxicomanes	2,42	8,23	9,69	1,96	5,58
405	711120	Compagnies de danse	4,01	6,94	6,51	4,84	5,58
406	541370	Services d'arpentage et de cartographie (sauf les levés géophysiques)	8,03	9,73	3,63	0,9	5,57
407	712115	Musées d'histoire et de sciences	3,23	7,71	6,51	4,84	5,57
408	413150	Grossistes-distributeurs de fruits et légumes frais	7,6	2,7	4,69	7,27	5,57
409	611410	Écoles de commerce et de secrétariat	1,67	8,87	9,69	1,96	5,55
410	518210	Traitement de données, hébergement de données et services connexes	6,62	8,76	2,42	4,39	5,55
411	611310	Universités	2,18	8,36	9,69	1,96	5,55
412	541120	Études de notaires	9,57	8,02	3,63	0,9	5,53
413	221119	Autres activités de production d'électricité	2,42	8,91	3,78	6,96	5,52
414	412110	Grossistes-distributeurs de produits pétroliers	7,56	2,37	7,57	4,54	5,51
415	444220	Pépinières et centres de jardinage	7,06	4,23	6,81	3,93	5,51
416	541110	Études d'avocats	9,78	7,69	3,63	0,9	5,50
417	323119	Autres activités d'impression	8,8	7,58	0,45	5,15	5,50

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
418	541430	Services de design graphique	8,97	8,48	3,63	0,9	5,50
419	561611	Services d'enquêtes	4,57	0	9,54	7,87	5,50
420	333920	Fabrication de matériel de maintenance	5,1	7	5,15	4,69	5,49
421	332321	Fabrication de portes et de fenêtres en métal	5,79	6,1	5,15	4,69	5,43
422	621330	Cabinets de praticiens en santé mentale (sauf les médecins)	6,42	3,64	9,69	1,96	5,43
423	114210	Chasse et piégeage	1,86	4,39	9,24	6,21	5,43
424	413120	Grossistes-distributeurs de produits laitiers	7,63	2,11	4,69	7,27	5,43
425	711130	Formations musicales et musiciens	5,67	4,62	6,51	4,84	5,41
426	711321	Promoteurs (diffuseurs) d'événements artistiques, sans installations	6,34	3,94	6,51	4,84	5,41
427	512190	Postproduction et autres industries du film et de vidéo	5,38	9,4	2,42	4,39	5,40
428	713120	Salles de jeux électroniques	3,93	6,3	6,51	4,84	5,40
429	444110	Centres de rénovation	7,55	3,29	6,81	3,93	5,40
430	316210	Fabrication de chaussures	2,8	8,63	1,36	8,78	5,39
431	488119	Autres opérations aéroportuaires	3,67	0	8,78	9,09	5,39
432	541930	Services de traduction et d'interprétation	7,93	9,07	3,63	0,9	5,38
433	337127	Fabrication de meubles d'établissement institutionnel	5,57	8,39	1,66	5,9	5,38
434	418920	Grossistes-distributeurs de minéraux, de minerais et de métaux précieux	1,86	2,19	8,03	9,39	5,37
435	333611	Fabrication de turbines et de groupes turbogénérateurs	2,66	8,96	5,15	4,69	5,37
436	314120	Usines de rideaux et de linge de maison	4,41	6,9	1,36	8,78	5,36
437	413220	Grossistes-distributeurs de boissons alcoolisées	5,46	3,98	4,69	7,27	5,35
438	417210	Grossistes-distributeurs de machines, matériel et fournitures pour la construction et la foresterie	6,52	2,76	6,36	5,75	5,35
439	311211	Minoterie	2,96	2,04	8,03	8,33	5,34
440	112999	Tous les autres types d'élevage divers	4,08	1,82	9,24	6,21	5,34
441	416340	Grossistes-distributeurs de peintures, de vitres et de papier peint	5,05	3,72	6,06	6,51	5,34

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
442	413110	Grossistes-distributeurs de produits alimentaires généraux	7,24	2,13	4,69	7,27	5,33
443	519110	Agences de presse	5,15	9,36	2,42	4,39	5,33
444	512110	Production de films et de vidéos	9,31	5,17	2,42	4,39	5,32
445	541940	Services vétérinaires	8,75	7,98	3,63	0,9	5,32
446	453930	Marchands de maisons mobiles	2,09	2,89	7,27	8,93	5,30
447	416310	Grossistes-distributeurs de fournitures générales de construction	6,17	2,43	6,06	6,51	5,29
448	541380	Laboratoires d'essai	7,19	9,44	3,63	0,9	5,29
449	326198	Fabrication de tous les autres produits en plastique	6,74	6,83	2,12	5,45	5,29
450	532120	Location et location à bail de camions, de remorques utilitaires et de véhicules de plaisance	5,99	2,73	5,75	6,66	5,28
451	332910	Fabrication de soupapes en métal	2,8	8,45	5,15	4,69	5,27
452	713299	Tous les autres jeux de hasard et loteries	4,59	5,14	6,51	4,84	5,27
453	443145	Magasins d'appareils et de fournitures photographiques	4,01	3,28	4,09	9,69	5,27
454	541710	Recherche et développement en sciences physiques, en génie et en sciences de la vie	8,78	7,72	3,63	0,9	5,26
455	711190	Autres compagnies d'arts d'interprétation	4,69	4,94	6,51	4,84	5,25
456	112420	Élevage de chèvres	3,18	2,33	9,24	6,21	5,24
457	413210	Grossistes-distributeurs de boissons non alcoolisées	5,82	3,18	4,69	7,27	5,24
458	519130	Édition et radiodiffusion par internet et sites portails de recherche	6,12	8	2,42	4,39	5,23
459	487110	Transport terrestre de tourisme et d'agrément	1,99	4,95	7,12	6,81	5,22
460	332420	Fabrication de réservoirs en métal (épais)	2,18	8,84	5,15	4,69	5,22
461	323120	Activités de soutien à l'impression	6,36	8,86	0,45	5,15	5,21
462	315990	Fabrication d'accessoires vestimentaires et d'autres vêtements	4,51	6,15	1,36	8,78	5,20
463	315289	Fabrication de tous les autres vêtements coupés-cousus	4,61	6	1,36	8,78	5,19
464	327320	Fabrication de béton préparé	6,77	4,75	5,6	3,63	5,19

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
465	541340	Services de dessin technique	6,62	9,59	3,63	0,9	5,19
466	111940	Culture du foin	5,26	0	9,24	6,21	5,18
467	112399	Élevage de toutes autres volailles	2,18	3,05	9,24	6,21	5,17
468	311515	Fabrication de beurre, de fromage et de produits laitiers secs et concentrés	4,27	0	8,03	8,33	5,16
469	413160	Grossistes-distributeurs de viandes rouges et de produits de viande	6,55	2,12	4,69	7,27	5,16
470	316990	Fabrication d'autres produits en cuir et produits analogues	4,08	6,4	1,36	8,78	5,16
471	313320	Revêtement de tissus	1,52	8,93	1,36	8,78	5,15
472	485110	Services urbains de transport en commun	1,52	5,1	7,12	6,81	5,14
473	541619	Autres services de conseils en gestion	8,88	7,14	3,63	0,9	5,14
474	483115	Transport hauturier, côtier et sur les grands lacs, sauf le transport par traversier	3,93	2,68	7,12	6,81	5,14
475	711322	Festivals, installations sans	6,19	3	6,51	4,84	5,14
476	112330	Élevage de dindons	3,32	1,76	9,24	6,21	5,13
477	339930	Fabrication de poupées, de jouets et de jeux	3,81	3,7	5,15	7,87	5,13
478	414430	Grossistes-distributeurs de matériel et fournitures photographiques	3,07	0	8,03	9,39	5,12
479	519121	Bibliothèques	5,26	8,4	2,42	4,39	5,12
480	541420	Services de design industriel	6,59	9,32	3,63	0,9	5,11
481	112391	Élevage de volailles combiné à la production d'oeufs	3,18	1,8	9,24	6,21	5,11
482	541213	Services de préparation des déclarations de revenus	6,51	9,38	3,63	0,9	5,11
483	311111	Fabrication d'aliments pour chiens et chats	1,31	2,74	8,03	8,33	5,10
484	488111	Contrôle de la circulation aérienne	2,53	0	8,78	9,09	5,10
485	418120	Grossistes-distributeurs de papier et carton recyclables	2,96	0	8,03	9,39	5,10
486	541620	Services de conseils en environnement	6,85	9	3,63	0,9	5,10
487	519122	Archives	3,93	9,57	2,42	4,39	5,08
488	541810	Agences de publicité	8,96	6,8	3,63	0,9	5,07
489	337215	Fabrication de vitrines d'exposition, de cloisons, de rayonnages et de casiers	4,41	8,3	1,66	5,9	5,07

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
490	316110	Tannage et finissage du cuir et des peaux	1,52	8,6	1,36	8,78	5,07
491	541820	Services de relations publiques	6,52	9,2	3,63	0,9	5,06
492	111110	Culture du soja	2,96	1,79	9,24	6,21	5,05
493	326290	Fabrication d'autres produits en caoutchouc	3,37	9,22	2,12	5,45	5,04
494	333416	Fabrication d'appareils de chauffage et de réfrigération commerciale	4,57	5,71	5,15	4,69	5,03
495	541720	Recherche et développement, en sciences humaines et en sciences sociales	6,26	9,3	3,63	0,9	5,02
496	313310	Finissage de textiles et de tissus	5,05	4,79	1,36	8,78	5,00
497	414440	Grossistes en enregistrements sonores	2,53	0	8,03	9,39	4,99
498	414450	Grossistes en vidéocassettes	2,53	0	8,03	9,39	4,99
499	333110	Fabrication de machines agricoles	4,41	5,7	5,15	4,69	4,99
500	541910	Études de marché et sondages d'opinion	6,22	9,19	3,63	0,9	4,99
501	541320	Services d'architecture paysagère	7,73	7,56	3,63	0,9	4,96
502	622111	Hôpitaux généraux (sauf pédiatriques)	1,86	6,29	9,69	1,96	4,95
503	325620	Fabrication de produits de toilette	4,41	6,53	3,48	5,3	4,93
504	487990	Autres services de transport de tourisme et d'agrément	2,42	3,31	7,12	6,81	4,92
505	323113	Sérigraphie commerciale	6,08	7,92	0,45	5,15	4,90
506	337213	Fabrication de meubles de bureau en bois, y compris les boiseries architecturales faites sur commande	3,81	8,19	1,66	5,9	4,89
507	711511	Artistes indépendants, art visuels	5,86	2,31	6,51	4,84	4,88
508	112340	Couvriers	2,18	1,83	9,24	6,21	4,87
509	327215	Fabrication de produits en verre à partir de verre acheté	3,81	6,42	5,6	3,63	4,87
510	312110	Fabrication de boissons gazeuses et de glace	3,07	0	8,03	8,33	4,86
511	417220	Grossistes-distributeurs de machines, matériel et fournitures pour l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et	3,9	3,36	6,36	5,75	4,84
512	113110	Exploitation de terres à bois	4,61	4,91	2,72	7,12	4,84

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
513	621990	Tous les autres services de soins ambulatoires	2,66	5,05	9,69	1,96	4,84
514	444210	Magasins de matériel motorisé pour l'extérieur	5,57	3,02	6,81	3,93	4,83
515	111910	Culture du tabac	3,87	0	9,24	6,21	4,83
516	337121	Fabrication de meubles de maison rembourrés	3,67	8,09	1,66	5,9	4,83
517	325610	Fabrication de savons et de détachants	4,96	5,49	3,48	5,3	4,81
518	335311	Fabrication de transformateurs de puissance et de distribution et de transformateurs spéciaux	3,53	8,74	1,51	5,45	4,81
519	541190	Autres services juridiques	7,39	7,3	3,63	0,9	4,81
520	486910	Transport par pipeline de produits pétroliers raffinés	1,31	0	8,78	9,09	4,80
521	333619	Fabrication d'autres moteurs et types de matériel de transmission de puissance	3,43	5,85	5,15	4,69	4,78
522	713291	Loteries	5,28	2,47	6,51	4,84	4,78
523	413140	Grossistes-distributeurs de poissons et de fruits de mer	5,15	1,97	4,69	7,27	4,77
524	314110	Usines de tapis et de carpettes	2,18	6,71	1,36	8,78	4,76
525	311824	Fabrication de pâtes alimentaires sèches	2,66	0	8,03	8,33	4,76
526	327214	Fabrication de verre	2,53	7,24	5,6	3,63	4,75
527	327120	Fabrication de matériaux de construction en argile et de produits réfractaires	1,52	8,15	5,6	3,63	4,73
528	488332	Pilotage de navire	1,03	0	8,78	9,09	4,73
529	541410	Services de design d'intérieur	8,17	6,18	3,63	0,9	4,72
530	541990	Tous les autres services professionnels, scientifiques et techniques	8,6	5,75	3,63	0,9	4,72
531	411110	Grossistes-distributeurs d'animaux vivants	4,87	1,99	4,69	7,27	4,71
532	332510	Fabrication d'articles de quincaillerie	2,96	6,01	5,15	4,69	4,70
533	311511	Fabrication du lait de consommation	2,42	0	8,03	8,33	4,70
534	333413	Fabrication de ventilateurs, soufflantes et de purificateurs industriels et commerciaux	3,18	5,76	5,15	4,69	4,70

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
535	336410	Fabrication de produits aérospatiaux et de leurs pièces	3,43	8,53	2,57	4,24	4,69
536	332410	Fabrication de chaudières et d'échangeurs de chaleur	1,24	7,67	5,15	4,69	4,69
537	711319	Exploitants de stades et autres diffuseurs avec installations	4,76	2,64	6,51	4,84	4,69
538	327390	Fabrication d'autres produits en béton	4,61	4,9	5,6	3,63	4,69
539	335315	Fabrication d'appareillage de connexion, de commutation et de relais et de commandes d'usage industriel	4,3	7,48	1,51	5,45	4,69
540	532112	Location à bail de voitures particulières	3,53	2,75	5,75	6,66	4,67
541	711329	Diffuseurs d'événements sportifs et autres présentateurs, sans installations	4,61	2,71	6,51	4,84	4,67
542	481110	Transport aérien régulier	4,41	4,99	3,18	6,06	4,66
543	325313	Fabrication d'engrais chimiques (sauf la potasse)	2,66	7,16	3,48	5,3	4,65
544	333910	Fabrication de pompes et de compresseurs	2,18	6,52	5,15	4,69	4,64
545	515120	Télédiffusion	3,53	8,16	2,42	4,39	4,63
546	486110	Transport du pétrole brut par oléoduc	0,62	0	8,78	9,09	4,62
547	325999	Fabrication de tous les autres produits chimiques divers	5,1	4,53	3,48	5,3	4,60
548	311821	Fabrication de biscuits et de craquelins	1,99	0	8,03	8,33	4,59
549	311930	Fabrication de sirops et de concentrés aromatisants	0	1,78	8,03	8,33	4,54
550	541350	Services d'inspection des bâtiments	6,32	7,26	3,63	0,9	4,53
551	812922	Développement et tirage de photos en une heure	3,67	0	8,03	6,36	4,52
552	541899	Tous les autres services liés à la publicité	7,53	5,99	3,63	0,9	4,51
553	332720	Fabrication de produits tournés, de vis, d'écrous et de boulons	2,53	5,54	5,15	4,69	4,48
554	711218	Autres sports-spectacles	4,49	2,03	6,51	4,84	4,47
555	486990	Tous les autres services de transport par pipeline	0	0	8,78	9,09	4,47
556	483213	Transport sur les eaux intérieures (sauf le transport par traversier)	1,52	2,4	7,12	6,81	4,46

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
557	335990	Fabrication de tous les autres types de matériel et composants électriques	3,43	7,44	1,51	5,45	4,46
558	323115	Impression numérique	5,28	6,92	0,45	5,15	4,45
559	413130	Grossistes-distributeurs de volailles et d'oeufs	3,9	1,92	4,69	7,27	4,45
560	541920	Services photographiques	7,97	5,27	3,63	0,9	4,44
561	111120	Culture de plantes oléagineuses (sauf le soja)	2,18	0	9,24	6,21	4,41
562	111130	Culture de pois et de haricots secs	2,18	0	9,24	6,21	4,41
563	327330	Fabrication de tuyaux, briques et blocs en béton	2,96	5,44	5,6	3,63	4,41
564	481214	Transport aérien d'affrètement non régulier	4,21	4,17	3,18	6,06	4,41
565	337126	Fabrication de meubles de maison (sauf en bois et rembourrés)	4,01	6,03	1,66	5,9	4,40
566	511120	Éditeurs de périodiques	7,44	6,51	0,75	2,87	4,39
567	213119	Autres activités de soutien à l'extraction minière	6,26	4,33	5,45	1,51	4,39
568	411190	Grossistes-distributeurs d'autres produits agricoles	3,67	1,85	4,69	7,27	4,37
569	812921	Laboratoires de développement et de tirage de photos (sauf le service en une heure)	3,07	0	8,03	6,36	4,37
570	323116	Impression de formulaires commerciaux en liasses	5,21	6,64	0,45	5,15	4,36
571	517910	Autres services de télécommunications	6,38	4,86	2,87	3,33	4,36
572	561613	Services de voitures blindées	0	0	9,54	7,87	4,35
573	311911	Fabrication de noix grillées et de beurre d'arachides	1,03	0	8,03	8,33	4,35
574	313210	Usines de tissus larges	1,86	5,39	1,36	8,78	4,35
575	711112	Compagnies de comédie musicale et d'opéra	1,31	4,72	6,51	4,84	4,35
576	323114	Impression instantanée	4,73	7,04	0,45	5,15	4,34
577	335930	Fabrication de dispositifs de câblage	1,67	8,69	1,51	5,45	4,33
578	337214	Fabrication de meubles de bureau (sauf en bois)	2,42	7,33	1,66	5,9	4,33
579	515210	Télévision payante et spécialisée	1,86	8,62	2,42	4,39	4,32

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
580	532420	Location et location à bail de machines et matériel de bureau	2,66	2,21	5,75	6,66	4,32
581	541360	Services de prospection et de levé géophysiques	3,43	9,25	3,63	0,9	4,30
582	326114	Fabrication de pellicules et de feuilles en plastique	2,09	7,54	2,12	5,45	4,30
583	721192	Chalets et cabines sans services	4,51	0	3,93	8,63	4,27
584	311224	Transformation des graines oléagineuses	0,62	0	8,03	8,33	4,25
585	311225	Raffinage et mélange de graisses et d'huiles	0,62	0	8,03	8,33	4,25
586	311230	Fabrication de céréales de petit déjeuner	0,62	0	8,03	8,33	4,25
587	325510	Fabrication de peintures et de revêtements	3,18	5	3,48	5,3	4,24
588	511110	Éditeurs de journaux	7,66	5,68	0,75	2,87	4,24
589	336990	Fabrication d'autres types de matériel de transport	4,3	5,8	2,57	4,24	4,23
590	337920	Fabrication de stores et de persiennes	3,37	5,97	1,66	5,9	4,23
591	541840	Représentants de médias	4,9	7,47	3,63	0,9	4,23
592	327910	Fabrication de produits abrasifs	1,99	5,66	5,6	3,63	4,22
593	541870	Services de distribution de matériel publicitaire	6,7	5,6	3,63	0,9	4,21
594	411130	Grossistes-distributeurs de produits et plantes de pépinières	4,82	0	4,69	7,27	4,20
595	111411	Culture de champignons	1,31	0	9,24	6,21	4,19
596	482114	Transport ferroviaire de voyageurs	2,8	0	7,12	6,81	4,18
597	321919	Fabrication d'autres menuiseries préfabriquées	6,62	6,75	0,9	2,42	4,17
598	113210	Pépinières forestières et récolte de produits forestiers	3,67	3,17	2,72	7,12	4,17
599	541850	Publicité par affichage	5,69	6,46	3,63	0,9	4,17
600	327310	Fabrication de ciment	0,84	6,59	5,6	3,63	4,17
601	313240	Usines de tricots	2,18	4,32	1,36	8,78	4,16
602	332999	Fabrication de tous les autres produits métalliques divers	6,74	0	5,15	4,69	4,15
603	481215	Services de vols spécialisés non réguliers	3,53	3,81	3,18	6,06	4,15
604	325520	Fabrication d'adhésifs	1,31	6,43	3,48	5,3	4,13
605	511140	Éditeurs d'annuaires et de répertoires	3,37	9,53	0,75	2,87	4,13

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
606	621911	Services d'ambulance (sauf les services d'ambulance aérienne)	4,87	0	9,69	1,96	4,13
607	325314	Fabrication d'engrais mixtes	4,76	2,86	3,48	5,3	4,10
608	411120	Grossistes-distributeurs de graines oléagineuses et de céréales	4,41	0	4,69	7,27	4,09
609	311214	Usinage du riz et malterie	0	0	8,03	8,33	4,09
610	311221	Mouture humide du maïs	0	0	8,03	8,33	4,09
611	311310	Fabrication de sucre	0	0	8,03	8,33	4,09
612	311830	Fabrication de tortillas	0	0	8,03	8,33	4,09
613	311919	Fabrication d'autres aliments à grignoter	0	0	8,03	8,33	4,09
614	313110	Usines de fibres, de filés et de fils	1,52	4,66	1,36	8,78	4,08
615	512240	Studios d'enregistrement sonore	4,21	5,3	2,42	4,39	4,08
616	335920	Fabrication de fils et de câbles électriques et de communication	1,52	7,83	1,51	5,45	4,08
617	711211	Équipes sportives	4,9	0	6,51	4,84	4,06
618	321111	Scieries (sauf les usines de bardeaux et de bardeaux de fente)	7,06	5,84	0,9	2,42	4,06
619	413310	Grossistes-distributeurs de cigarettes et de produits du tabac	2,18	2,08	4,69	7,27	4,06
620	517112	Câblodistribution et autres activités de distribution d'émissions de télévision	5,38	4,43	2,87	3,33	4,00
621	321911	Fabrication de fenêtres et de portes en bois	5,5	7,13	0,9	2,42	3,99
622	512130	Présentation de films et de vidéos	5,15	3,89	2,42	4,39	3,96
623	331514	Fonderies d'acier	1,86	9,27	1,66	3,03	3,96
624	326191	Fabrication d'appareils sanitaires en plastique	2,42	5,79	2,12	5,45	3,95
625	325991	Compoundage sur commande de résines achetées	1,67	5,28	3,48	5,3	3,93
626	452110	Grands magasins	0	1,7	6,21	7,72	3,91
627	326130	Fabrication de plaques, de feuilles (sauf d'emballage) et de formes stratifiées en plastique	1,24	6,82	2,12	5,45	3,91
628	337910	Fabrication de matelas	3,93	4,07	1,66	5,9	3,89
629	336510	Fabrication de matériel ferroviaire roulant	1,31	7,43	2,57	4,24	3,89
630	512230	Éditeurs de musique	3,07	5,65	2,42	4,39	3,88

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
631	326150	Fabrication de produits en mousse d'uréthane et en d'autres mousses plastiques (sauf de polystyrène)	1,67	6,23	2,12	5,45	3,87
632	335312	Fabrication de moteurs et de générateurs	2,09	6,24	1,51	5,45	3,82
633	452991	Magasins de fournitures pour la maison et l'auto	1,31	0	6,21	7,72	3,81
634	327110	Fabrication de poteries, d'articles en céramique et d'appareils sanitaires	2,66	3,27	5,6	3,63	3,79
635	321999	Fabrication de tous les autres produits divers en bois	6,3	5,51	0,9	2,42	3,78
636	511130	Éditeurs de livres	6,85	4,61	0,75	2,87	3,77
637	326193	Fabrication de pièces en plastique pour véhicules automobiles	1,99	5,46	2,12	5,45	3,76
638	212315	Extraction de calcaire	4,08	3,78	5	2,12	3,75
639	336320	Fabrication de matériel électrique et électronique pour véhicules automobiles	3,6	8,88	1,21	1,21	3,73
640	326196	Fabrication de portes et de fenêtres en plastique	2,66	4,67	2,12	5,45	3,73
641	326140	Fabrication de produits en mousse de polystyrène	0,84	6,47	2,12	5,45	3,72
642	334512	Fabrication d'appareils de mesure et de commande et d'appareils médicaux	5,57	8,54	0	0,75	3,72
643	512210	Production d'enregistrements sonores	4,08	3,95	2,42	4,39	3,71
644	326111	Fabrication de sacs et de sachets en plastique	2,8	4,36	2,12	5,45	3,68
645	517210	Télécommunications sans fil (sauf par satellite)	4,76	3,76	2,87	3,33	3,68
646	331511	Fonderies de fer	1,52	8,49	1,66	3,03	3,68
647	333120	Fabrication de machines pour la construction	4,76	0	5,15	4,69	3,65
648	517111	Fournisseurs de services de télécommunications par fil (sauf câblodistribution)	4,3	4,1	2,87	3,33	3,65
649	541891	Distributeurs de publicité par l'objet	6,05	4	3,63	0,9	3,65
650	482112	Transport ferroviaire de marchandises sur de courtes distances	0,62	0	7,12	6,81	3,64

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
651	321920	Fabrication de contenants et de palettes en bois	5,36	5,82	0,9	2,42	3,63
652	541860	Publipostage	3,07	6,86	3,63	0,9	3,62
653	711213	Hippodromes	2,8	0	6,51	4,84	3,54
654	212314	Extraction de granite	3,32	3,69	5	2,12	3,53
655	541490	Autres services spécialisés de design	6,12	3,37	3,63	0,9	3,51
656	325410	Fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments	4,96	5,73	2,27	1,06	3,51
657	331313	Production primaire d'alumine et d'aluminium	1,03	8,25	1,66	3,03	3,49
658	512120	Distribution de films et de vidéos	4,01	3,14	2,42	4,39	3,49
659	452910	Clubs de gros et hypermarchés	0	0	6,21	7,72	3,48
660	622112	Hôpitaux pédiatriques	0	2,23	9,69	1,96	3,47
661	221111	Production d'hydroélectricité	3,07	0	3,78	6,96	3,45
662	315190	Usines d'autres tricotage de vêtements	3,67	0	1,36	8,78	3,45
663	713110	Parcs d'attractions et jardins thématiques	2,42	0	6,51	4,84	3,44
664	332311	Préfabrication de bâtiments en métal et de leurs composants	3,9	0	5,15	4,69	3,44
665	517410	Télécommunications par satellite	2,53	4,96	2,87	3,33	3,42
666	519190	Tous les autres services d'information	3,37	3,42	2,42	4,39	3,40
667	321215	Fabrication de produits de charpente en bois	3,53	6,73	0,9	2,42	3,40
668	321992	Préfabrication de bâtiments en bois	3,67	6,34	0,9	2,42	3,33
669	512220	Production et distribution d'enregistrements sonores de manière intégrée	3,43	3,09	2,42	4,39	3,33
670	336390	Fabrication d'autres pièces pour véhicules automobiles	3,67	7,2	1,21	1,21	3,32
671	212323	Extraction de sable et de gravier	6,12	0	5	2,12	3,31
672	322130	Usines de carton	2,53	7,37	0,15	3,18	3,31
673	332619	Fabrication d'autres produits en fil métallique	3,23	0	5,15	4,69	3,27
674	334410	Fabrication de semi-conducteurs et d'autres composants électroniques	5,21	6,97	0	0,75	3,23
675	221330	Production de vapeur et conditionnement de l'air	1,99	0	3,78	6,96	3,18

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
676	324121	Fabrication de mélanges d'asphaltage et de pavés d'asphalte	4,96	0	7,42	0,3	3,17
677	326160	Fabrication de bouteilles en plastique	1,99	3,1	2,12	5,45	3,17
678	336360	Fabrication de sièges et enjolivures intérieures pour véhicules automobiles	1,67	8,55	1,21	1,21	3,16
679	221320	Installations d'épuration des eaux usées	1,86	0	3,78	6,96	3,15
680	335210	Fabrication de petits appareils électroménagers	1,03	4,51	1,51	5,45	3,13
681	325320	Fabrication de pesticides et d'autres produits chimiques agricoles	0,84	2,83	3,48	5,3	3,11
682	332439	Fabrication d'autres contenants en métal	2,53	0	5,15	4,69	3,09
683	336350	Fabrication de pièces de transmission et de groupe motopropulseur pour véhicules automobiles	1,67	8,24	1,21	1,21	3,08
684	313220	Usines de tissus étroits et de broderies schiffli	2,18	0	1,36	8,78	3,08
685	312130	Vineries	3,07	7,11	1,96	0,15	3,07
686	336212	Fabrication de remorques de camions	4,13	5,22	0,3	2,57	3,06
687	334110	Fabrication de matériel informatique et périphérique	4,51	6,91	0	0,75	3,04
688	331317	Laminage, étirage, extrusion et alliage de l'aluminium	1,99	5,42	1,66	3,03	3,03
689	221112	Production d'électricité à partir de combustibles fossiles	1,31	0	3,78	6,96	3,01
690	221210	Distribution de gaz naturel	1,24	0	3,78	6,96	3,00
691	322230	Fabrication d'articles de papeterie	1,67	6,87	0,15	3,18	2,97
692	336211	Fabrication de carrosseries de véhicules automobiles	3,37	5,57	0,3	2,57	2,95
693	322212	Fabrication de boîtes pliantes en carton	1,86	6,62	0,15	3,18	2,95
694	221122	Distribution d'électricité	1,03	0	3,78	6,96	2,94
695	336310	Fabrication de moteurs et de pièces de moteurs à essence pour véhicules automobiles	3,63	5,71	1,21	1,21	2,94
696	325910	Fabrication d'encre d'imprimerie	2,93	0	3,48	5,3	2,93

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
697	333130	Fabrication de machines pour l'extraction minière et l'exploitation pétrolière et gazière	1,86	0	5,15	4,69	2,93
698	333247	Fabrication de machines pour l'industrie papetière	1,86	0	5,15	4,69	2,93
699	321211	Usines de placages et de contreplaqués de feuillus	1,86	6,49	0,9	2,42	2,92
700	335120	Fabrication d'appareils d'éclairage	4,69	0	1,51	5,45	2,91
701	621912	Services d'ambulance aérienne	0	0	9,69	1,96	2,91
702	322220	Fabrication de sacs en papier et de papier couché et traité	2,18	6,13	0,15	3,18	2,91
703	333246	Fabrication de machines pour l'industrie du caoutchouc et du plastique	1,67	0	5,15	4,69	2,88
704	315110	Usines de bas et de chaussettes	1,31	0	1,36	8,78	2,86
705	325190	Fabrication d'autres produits chimiques organiques de base	2,8	3,86	3,03	1,66	2,84
706	713210	Casinos (sauf hôtels-casinos)	0	0	6,51	4,84	2,84
707	336215	Fabrication de maisons mobiles, roulottes de tourisme et campeuses	3,43	5,04	0,3	2,57	2,84
708	327420	Fabrication de produits en gypse	2,09	0	5,6	3,63	2,83
709	334220	Fabrication de matériel de radiodiffusion, de télédiffusion et de communication sans fil	2,18	8,34	0	0,75	2,82
710	325920	Fabrication d'explosifs	2,18	0	3,48	5,3	2,74
711	212398	Extraction de tous les autres minerais non métalliques	1,31	2,52	5	2,12	2,74
712	331410	Fonte et affinage de métaux non ferreux (sauf l'aluminium)	1,52	4,63	1,66	3,03	2,71
713	511211	Éditeurs de logiciels	7,17	0	0,75	2,87	2,70
714	221121	Transport et gestion d'électricité en bloc	0	0	3,78	6,96	2,69
715	511190	Autres éditeurs	3,23	3,85	0,75	2,87	2,68
716	334310	Fabrication de matériel audio et vidéo	2,09	7,76	0	0,75	2,65
717	212397	Extraction de tourbe	3,43	0	5	2,12	2,64
718	334290	Fabrication d'autres types de matériel de communication	4,13	5,62	0	0,75	2,63
719	332611	Fabrication de ressorts (en métal épais)	0,62	0	5,15	4,69	2,62

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
720	336612	Construction d'embarcations	3,63	0	2,57	4,24	2,61
721	322219	Fabrication d'autres contenants en carton	1,52	5,58	0,15	3,18	2,61
722	324190	Fabrication d'autres produits du pétrole et du charbon	2,66	0	7,42	0,3	2,60
723	335910	Fabrication de batteries et de piles	0,84	2,56	1,51	5,45	2,59
724	326220	Fabrication de tuyaux souples et de courroies en caoutchouc et en plastique	2,66	0	2,12	5,45	2,56
725	213117	Forage à forfait (sauf de puits de pétrole et de gaz)	3,23	0	5,45	1,51	2,55
726	313230	Usines de non-tissés	0	0	1,36	8,78	2,54
727	326210	Fabrication de pneus	2,53	0	2,12	5,45	2,53
728	331110	Sidérurgie	0,62	4,77	1,66	3,03	2,52
729	512290	Autres industries de l'enregistrement sonore	1,24	2,01	2,42	4,39	2,52
730	322211	Fabrication de boîtes en carton ondulé et en carton compact	1,31	5,24	0,15	3,18	2,47
731	327410	Fabrication de chaux	0,62	0	5,6	3,63	2,46
732	332314	Fabrication de barres pour béton armé	0	0	5,15	4,69	2,46
733	332431	Fabrication de canettes	0	0	5,15	4,69	2,46
734	332991	Fabrication de roulements à billes et à rouleaux	0	0	5,15	4,69	2,46
735	334511	Fabrication d'instruments de navigation et de guidage	2,18	6,7	0	0,75	2,41
736	541830	Agences d'achat de médias	2,53	2,54	3,63	0,9	2,40
737	336340	Fabrication de systèmes de freinage pour véhicules automobiles	0,62	5,92	1,21	1,21	2,24
738	321991	Préfabrication de maisons (mobiles)	0	5,61	0,9	2,42	2,23
739	326121	Fabrication de profilés non stratifiés en plastique	1,24	0	2,12	5,45	2,20
740	334610	Fabrication et reproduction de supports magnétiques et optiques	2,18	5,86	0	0,75	2,20
741	212317	Extraction de grès	1,52	0	5	2,12	2,16
742	213118	Services relatifs à l'extraction de pétrole et de gaz	1,67	0	5,45	1,51	2,16
743	326122	Fabrication de tuyaux et de raccords de tuyauterie en plastique	1,03	0	2,12	5,45	2,15

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
744	324122	Fabrication de bardeaux et de matériaux de revêtement en asphalte	0,62	0	7,42	0,3	2,09
745	334210	Fabrication de matériel téléphonique	0,84	6,72	0	0,75	2,08
746	335110	Fabrication d'ampoules électriques et de leurs pièces	1,31	0	1,51	5,45	2,07
747	212316	Extraction de marbre	1,03	0	5	2,12	2,04
748	336611	Construction et réparation de navires	1,31	0	2,57	4,24	2,03
749	211113	Extraction de pétrole et de gaz par des méthodes classiques	1,03	0	5,45	1,51	2,00
750	335223	Fabrication de gros appareils ménagers de cuisine	1,03	0	1,51	5,45	2,00
751	335229	Fabrication d'autres gros appareils ménagers	0,84	0	1,51	5,45	1,95
752	213111	Forage à forfait de puits de pétrole et de gaz	0,84	0	5,45	1,51	1,95
753	212220	Extraction de minerais d'or et d'argent	0,62	0	5	2,12	1,94
754	212326	Extraction de schiste, d'argile et de minerais réfractaires	0,62	0	5	2,12	1,94
755	324110	Raffineries de pétrole	0	0	7,42	0,3	1,93
756	325120	Fabrication de gaz industriels	2,8	0	3,03	1,66	1,87
757	212232	Extraction de minerais de nickel-cuivre	0	0	5	2,12	1,78
758	212299	Extraction de tous les autres minerais métalliques	0	0	5	2,12	1,78
759	212394	Extraction d'amiante	0	0	5	2,12	1,78
760	325189	Fabrication de tous les autres produits chimiques inorganiques de base	2,42	0	3,03	1,66	1,78
761	331490	Laminage, étirage, extrusion et alliage de métaux non ferreux (sauf le cuivre et l'aluminium)	2,42	0	1,66	3,03	1,78
762	336120	Fabrication de camions lourds	1,31	2,92	0,3	2,57	1,78
763	211114	Extraction de pétrole par des méthodes non classiques	0	0	5,45	1,51	1,74
764	331210	Fabrication de tubes et de tuyaux en fer et en acier à partir d'acier acheté	2,18	0	1,66	3,03	1,72
765	336110	Fabrication de voitures et de véhicules automobiles légers	0	3,93	0,3	2,57	1,70

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
766	331523	Fonderies de métaux non ferreux, moulage sous pression	1,67	0	1,66	3,03	1,59
767	331529	Fonderies de métaux non ferreux (sauf moulage sous pression)	1,67	0	1,66	3,03	1,59
768	312120	Brasseries	4,01	0	1,96	0,15	1,53
769	321114	Préservation du bois	2,8	0	0,9	2,42	1,53
770	331221	Fabrication de formes en acier laminé à froid	1,24	0	1,66	3,03	1,48
771	331222	Étirage de fils d'acier	1,03	0	1,66	3,03	1,43
772	322121	Usines de papier (sauf le papier journal)	2,09	0	0,15	3,18	1,36
773	331420	Laminage, étirage, extrusion et alliage du cuivre	0,62	0	1,66	3,03	1,33
774	322299	Fabrication de tous les autres produits en papier transformé	1,67	0	0,15	3,18	1,25
775	325210	Fabrication de résines et de caoutchouc synthétique	3,81	0	0,45	0,6	1,22
776	325110	Fabrication de produits pétrochimiques	0	0	3,03	1,66	1,17
777	325130	Fabrication de teintures et de pigments synthétiques	0	0	3,03	1,66	1,17
778	325181	Fabrication d'alcalis et de chlore	0	0	3,03	1,66	1,17
779	321216	Usines de panneaux de particules et de fibres	1,31	0	0,9	2,42	1,16
780	322112	Usines de pâte chimique	1,03	0	0,15	3,18	1,09
781	321112	Usines de bardeaux et de bardeaux de fente	0,84	0	0,9	2,42	1,04
782	322291	Fabrication de produits hygiéniques en papier	0,62	0	0,15	3,18	0,99
783	321217	Usines de panneaux de copeaux	0,62	0	0,9	2,42	0,99
784	336330	Fabrication de composants de direction et de suspension pour véhicules automobiles (sauf les ressorts)	1,52	0	1,21	1,21	0,99
785	336370	Emboutissage de pièces en métal pour véhicules automobiles	1,03	0	1,21	1,21	0,86
786	312140	Distilleries	1,31	0	1,96	0,15	0,86
787	322111	Usines de pâte mécanique	0	0	0,15	3,18	0,83
788	322122	Usines de papier journal	0	0	0,15	3,18	0,83
789	321212	Usines de placages et de contreplaqués de résineux	0	0	0,9	2,42	0,83

Rang	SCIAN	Industrie	Indice atomocité	Indice intensité en main-d'œuvre	Indice de rentabilité*	Indice de capacité de financement*	Moyenne des indices
790	312220	Fabrication de produits du tabac	0,84	0	1,96	0,15	0,74
791	325220	Fabrication de fibres et de filaments artificiels et synthétiques	1,67	0	0,45	0,6	0,68
792	312210	Écôtage et resséchage des feuilles de tabac	0	0	1,96	0,15	0,53

* Indices calculés au niveau d'agrégation SCIAN à 3 chiffres

Annexe 3 : Fiches sectorielles

Services de construction

Rang	Code SCIAN	Nom de l'industrie	Atomicité	Intensité en main-d'œuvre	Renta-bilité*	Capacité de finan-cement*	Moyenne des indices
1	238210	Entrepreneurs en travaux d'électricité et en installation de câblage	9,88	7,94	9,69	9,24	9,19
2	238220	Entrepreneurs en plomberie, chauffage et climatisation	9,86	7,79	9,69	9,24	9,14
3	238140	Entrepreneurs en travaux de maçonnerie	9,49	8,13	9,69	9,24	9,14
4	238320	Entrepreneurs en peinture et tapisserie	9,43	8,15	9,69	9,24	9,13
5	238310	Entrepreneurs en installation de cloisons sèches et travaux d'isolation	9,29	8,08	9,69	9,24	9,08
6	238330	Entrepreneurs en travaux de revêtements de sol	9,17	7,71	9,69	9,24	8,95
7	238160	Entrepreneurs en travaux de toiture	9,11	7,68	9,69	9,24	8,93
8	238910	Entrepreneurs en préparation de terrains	9,79	6,93	9,69	9,24	8,91
9	238350	Entrepreneurs en petite menuiserie	9,58	7,13	9,69	9,24	8,91
10	238110	Entrepreneurs en travaux de fondations et de structure en béton coulé	8,57	7,99	9,69	9,24	8,87
11	236110	Construction résidentielle	10,00	6,53	9,69	9,24	8,86
12	238990	Tous les autres entrepreneurs spécialisés	9,48	6,97	9,69	9,24	8,85
13	236220	Construction de bâtiments à usage commercial et institutionnel	9,37	6,96	9,69	9,24	8,82
14	238340	Entrepreneurs en pose de carreaux et coulage de terrazzo	8,12	8,17	9,69	9,24	8,80
15	238190	Entrepreneurs en autres travaux de fondations, de structure, et d'extérieur de bâtiment	8,47	7,62	9,69	9,24	8,76
16	238170	Entrepreneurs en travaux de parements	8,23	7,69	9,69	9,24	8,71
17	238130	Entrepreneurs en charpenterie	7,93	7,74	9,69	9,24	8,65
18	238390	Entrepreneurs en autres travaux de finition de bâtiment	7,75	7,41	9,69	9,24	8,52
19	236210	Construction de bâtiments et de structures à usage industriel	8,06	7,07	9,69	9,24	8,52

20	238299	Entrepreneurs en installation de tout autre équipement technique	7,27	7,83	9,69	9,24	8,51
21	237310	Construction de routes, de rues et de ponts	7,86	7,09	9,69	9,24	8,47
22	238120	Entrepreneurs en montage de charpentes d'acier et mise en place de béton préfabriqué	6,59	8,04	9,69	9,24	8,39
24	238150	Entrepreneurs en travaux de vitrage et de vitrerie	7,00	7,40	9,69	9,24	8,33
26	237210	Lotissement de terrains	8,26	5,79	9,69	9,24	8,24
27	237990	Autres travaux de génie civil	6,47	7,50	9,69	9,24	8,23
28	237110	Construction d'aqueducs et d'égouts et structures connexes	6,55	7,26	9,69	9,24	8,18
34	237130	Construction de lignes de transmission d'énergie électrique et de télécommunication et structures connexes	4,99	7,47	9,69	9,24	7,85
35	238291	Entrepreneurs en installation d'ascenseurs et d'escaliers roulants	4,61	7,84	9,69	9,24	7,84

* Indices calculés au niveau d'agrégation SCIAN à 3 chiffres

Considérations qualitatives:

Enjeux économiques :

- ▶ Industrie dont les conditions de travail sont fortement réglementées, notamment les salaires des ouvriers de chantier.
- ▶ Les contrats réalisés pour des tiers nécessitent souvent des cautions personnelles de l'entrepreneur afin de garantir les obligations de ce dernier.
- ▶ Des licences émises par la Régie du bâtiment du Québec sont nécessaires pour être entrepreneur général ou entrepreneur spécialisé

Enjeux sociaux :

- ▶ Le secteur intègre très peu de femmes et de personnes issues de minorité visible
- ▶ Plusieurs entreprises ont été condamnées relativement à des pratiques illégales, autant au niveau de pratique de collusion, de fausse facturation que d'évitement fiscale

Enjeux environnementaux :

- ▶ Le secteur est responsable d'une importante partie des déchets qui se retrouvent dans les dépotoirs
- ▶ La conception environnementale des immeubles a un impact important sur la gestion des eaux des villes, la consommation d'énergie du parc immobilier, la lutte aux îlots de chaleur et la production de déchets.

Principales associations sectorielles:

Association des professionnels de la construction et de l'habitation du Québec (APCHQ) : Association des entrepreneurs généraux et spécialisés œuvrant dans le domaine de la construction résidentielle.

Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ) : Association représentant l'ensemble des entreprises de construction du Québec auprès de la Commission de la construction du Québec (CCQ) et offrant différents services à leurs membres.

Association des constructeurs de routes et grands travaux du Québec (ACRGTO) : Regroupement des entrepreneurs du secteur du génie civil et de la voirie.

Association de la construction du Québec (ACQ) : Association représentant les entrepreneurs du secteur commercial et institutionnel.

Services immobiliers

Rang	Code SCIAN	Nom de l'industrie	Atomicité	Intensité en main-d'œuvre	Rentabilité*	Capacité de financement*	Moyenne des indices
29	531212	Bureaux de courtiers en immeubles	9,26	6,41	9,39	7,57	8,16
39	531310	Gestionnaires de biens immobiliers	9,55	4,42	9,39	7,57	7,73
41	531120	Bailleurs d'immeubles non résidentiels (sauf les mini-entrepôts)	9,76	4,17	9,39	7,57	7,72
45	531111	Bailleurs d'immeubles résidentiels et de logements (sauf les ensembles de logements sociaux)	9,64	3,98	9,39	7,57	7,64
46	531320	Bureaux d'évaluateurs de biens immobiliers	7,03	6,58	9,39	7,57	7,64
50	531112	Bailleurs d'ensembles de logements sociaux	9,13	4,27	9,39	7,57	7,59

* Indices calculés au niveau d'agrégation SCIAN à 3 chiffres

Considérations qualitatives:

Enjeux économiques :

- ▶ Le marché immobilier locatif commercial a un impact important sur la localisation urbaine des emplois et de la vitalité des rues commerciales
- ▶ Les ensembles immobiliers résidentiels ou commerciaux peuvent, par leur qualité, contribuer au rayonnement d'une ville au niveau national et international.
- ▶ L'abordabilité et la localisation des espaces commerciaux, notamment de bureau et industriel, peuvent aider les villes à attirer des entreprises et contribuer à la création de *hub* d'affaires.

Enjeux sociaux :

- ▶ Le logement est l'une des premières sources de dépense de nombreux ménages et son prix a donc un impact important sur la pauvreté.
- ▶ La salubrité des immeubles résidentiels et commerciaux est un enjeu de santé publique récurrent.
- ▶ Les propriétaires d'immeubles peuvent contribuer de plusieurs façons à la qualité de vie urbaine. Il est ainsi possible pour ces derniers de verdir leurs immeubles, d'y autoriser la création d'art public, d'y tenir des événements culturels ou encore d'encourager le transport actif.

Enjeux environnementaux :

- ▶ La localisation des immeubles dans la ville et sa conséquence sur le transport des personnes s'y rendant ainsi que ses méthodes d'entretiens ont des impacts écologiques importants.

Principales associations sectorielles:

Corporation des propriétaires immobiliers du Québec (CORPIQ) : Association de défense des intérêts et d'accompagnement des propriétaires d'immeubles locatifs au Québec. Elle représente 25 000 propriétaires et gestionnaires d'immeubles.

BOMA Québec : Association de propriétaires et de gestionnaires d'immeubles commerciaux visant l'amélioration des connaissances, méthodes, outils et pratiques de gestion de leurs membres.

Services aux entreprises

Rang	Code SCIAN	Nom de l'industrie	Atomicité	Intensité en main-d'oeuvre	Rentabilité*	Capacité de financement*	Moyenne des indices
11	561110	Services administratifs de bureau	9,72	8,79	9,54	7,87	8,98
12	561310	Agences de placement et services de recherche de cadres	8,35	9,81	9,54	7,87	8,89
18	561320	Location de personnel suppléant	7,31	9,98	9,54	7,87	8,67
26	561612	Services de garde et de patrouille	6,22	9,96	9,54	7,87	8,40
29	561420	Centres d'appels téléphoniques	6,00	9,89	9,54	7,87	8,32
30	561621	Services de systèmes de sécurité (sauf les serruriers)	7,76	8,07	9,54	7,87	8,31
39	561990	Tous les autres services de soutien	8,99	6,21	9,54	7,87	8,15
40	561430	Centres de services aux entreprises	7,43	7,68	9,54	7,87	8,13

* Indices calculés au niveau d'agrégation SCIAN à 3 chiffres

Considérations qualitatives:

Enjeux économiques :

- ▶ Industries avec des structures de gestion hiérarchiques
- ▶ Niveau de captation de la valeur-travail par les propriétaires élevé
- ▶ Certaines industries du secteur ont généralement mauvaise réputation (agences de placement, centres d'appels téléphoniques, services de sécurité)
- ▶ Restructuration récente auprès des CLD, CRÉ et Carrefours jeunesse-emploi

Enjeux sociaux :

- ▶ Les services de système de sécurité et les services de garde et de patrouille peuvent être utilisés comme outils de surveillance et de répression ayant des impacts sur certains groupes sociaux
- ▶ Les agences de placement et de location de personnel répondent à des enjeux de chômage, mais peuvent également l'alimenter en raison de la précarité de la main-d'œuvre qu'elle embauche

Principales associations sectorielles:

Association provinciale des agences de sécurité (APAS) : Défend les intérêts de l'industrie de la sécurité auprès du Ministre de la Sécurité publique et du Comité Paritaire des agents de sécurité.

L'Association nationale des entreprises en recrutement et placement de personnel (ACSESS) : Porte-parole de l'industrie du recrutement et du placement d'emploi au Canada.

Glossaire

SCIAN :

Entreprise collective : Entreprise enregistré sous la forme d'organisme sans but lucratif ou de coopérative dont la gouvernance est indépendante de l'État.

Capital-actions :